



Brussels Studies

La revue scientifique électronique pour les recherches sur Bruxelles / Het elektronisch wetenschappelijk tijdschrift voor onderzoek over Brussel / The e-journal for academic research on Brussels
Notes de synthèse | 2016

Sur les traces de la Première Guerre mondiale à Bruxelles

Note de synthèse BSI

In de sporen van de Eerste Wereldoorlog in Brussel. BSI synthesesnota
The traces of World War I in Brussels. BSI synopsis

Serge Jaumain, Virginie Jourdain, Michaël Amara, Bruno Benvindo, Pierre Bouchat, Eric Bousmar, Arnaud Charon, Thierry Eggerickx, Elisabeth Gybels, Chantal Kesteloot, Olivier Klein, Benoît Mihail, Sven Steffens, Pierre-Alain Tallier, Nathalie Tousignant et Joost Vaesen



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/brussels/1403>
DOI : 10.4000/brussels.1403
ISSN : 2031-0293

Éditeur

Université Saint-Louis Bruxelles

Référence électronique

Serge Jaumain, Virginie Jourdain, Michaël Amara, Bruno Benvindo, Pierre Bouchat, Eric Bousmar, Arnaud Charon, Thierry Eggerickx, Elisabeth Gybels, Chantal Kesteloot, Olivier Klein, Benoît Mihail, Sven Steffens, Pierre-Alain Tallier, Nathalie Tousignant et Joost Vaesen, « Sur les traces de la Première Guerre mondiale à Bruxelles », *Brussels Studies* [En ligne], Notes de synthèse, n° 102, mis en ligne le 04 juillet 2016, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/brussels/1403> ; DOI : 10.4000/brussels.1403



Licence CC BY

Numéro 102, 4 juillet 2016. ISSN 2031-0293

Serge Jaumain, Virginie Jourdain, *et al.*

Note de synthèse BSI. Sur les traces de la Première Guerre mondiale à Bruxelles

Serge Jaumain est professeur d'histoire contemporaine et vice-recteur aux relations internationales à l'Université libre de Bruxelles. Ses recherches portent sur l'histoire de la grande distribution, l'histoire du tourisme et l'histoire du Canada. Il a récemment dirigé le « Dictionnaire d'Histoire de Bruxelles » (Prosopon, 2013). Il a également dirigé ou organisé plusieurs ouvrages, colloques et séminaires consacrés à la Première Guerre mondiale en Belgique.

Serge.Jaumain@ulb.ac.be

Virginie Jourdain est docteure en histoire contemporaine de l'Université libre de Bruxelles et de l'Université de Neuchâtel. Elle a consacré sa thèse à l'étude de l'hôtellerie bruxelloise avant 1940. Ses recherches se concentrent sur l'histoire socio-économique de Bruxelles en général et sur l'histoire du tourisme en particulier. Elle travaille actuellement pour le Brussels Studies Institute.

Virginie.Jourdain@ulb.ac.be

Avec les contributions de : **Michaël Amara** (Archives Générales du Royaume), **Bruno Benvindo** (CEGESOMA), **Pierre Bouchat** (Université libre de Bruxelles), **Eric Bousmar** (Université Saint-Louis-Bruxelles), **Arnaud Charon** (Archives Générales du Royaume), **Thierry Eggerickx** (Université catholique de Louvain), **Elisabeth Gybels** (Classes du Patrimoine et de la Citoyenneté), **Chantal Kesteloot** (CEGESOMA), **Olivier Klein** (Université libre de Bruxelles), **Benoît Mihail** (Police fédérale), **Sven Steffens** (Musée communal de Molenbeek), **Pierre-Alain Tallier** (Archives Générales du Royaume), **Nathalie Tousignant** (Université Saint-Louis-Bruxelles), **Joost Vaesen** (Vrije Universiteit Brussel et Brussels Studies Institute).

Introduction

1. Le centenaire de la Première Guerre mondiale a remis cette période sous les feux des projecteurs. Le retentissement médiatique des commémorations est tout à fait inédit voire surprenant pour un conflit longtemps resté dans l'ombre mémorielle d'une Seconde Guerre mondiale plus meurtrière encore [Bost & Kesteloot, 2014 : 5]. Si tout portait à croire que la Grande Guerre n'était plus qu'un lointain souvenir, force est de constater qu'elle fait l'objet d'une réelle curiosité de la part du grand public. Il est vrai qu'avant même ce centenaire, plus de 90% des étudiants issus de pays occidentaux et asiatiques appelés à nommer les événements les plus importants de l'histoire mondiale plaçaient déjà la Première Guerre mondiale en deuxième position [Liu, e.a., 2005]. Elle occupe donc dans la mémoire collective une place bien plus importante qu'on ne l'a longtemps cru. Aux importants moyens financiers et matériels mis en œuvre ces dernières années par les autorités publiques pour organiser ce centenaire a d'ailleurs répondu un réel intérêt populaire comme en attestent les foules venues assister durant l'été 2014 aux multiples commémorations et autres expositions. L'intérêt du grand public ne manque d'ailleurs pas d'interpeller à une époque où l'on évoque souvent un déclin de la connaissance de l'histoire.

2. Ce centenaire a aussi engendré nombre de publications dont la plupart s'inscrivent dans le renouveau historiographique qui, depuis une grosse vingtaine d'années, entoure la Première Guerre mondiale¹. Le cas de la Belgique a ainsi été fort bien étudié faisant l'objet de quelques très bonnes synthèses. Par contre, si plusieurs études récentes ont pris Bruxelles pour cadre, une synthèse scientifique globale et comparative, spécifiquement consacrée à la capitale fait encore défaut.

3. La présente note n'a pas pour ambition de retracer l'histoire de Bruxelles pendant la Première Guerre mondiale, ni même de présenter les résultats des derniers travaux sur ce sujet mais plutôt d'examiner les traces matérielles et les héritages immatériels laissés par ce conflit sur base des analyses menées au cours des dernières années. Que reste-t-il de la Première Guerre mondiale à Bruxelles ? Qui s'y intéresse et pourquoi ? Quelles résonances ce conflit a-t-il encore aujourd'hui

dans les mémoires bruxelloises ? Comment se répercutent-elles dans l'espace urbain ? En d'autres mots, cette note prend le parti de renverser la temporalité historique pour observer le résultat opéré par le tri du temps.

4. Cette note se divise en trois parties. La première présente le cadre institutionnel et les structures dans lesquels s'inscrivent depuis un siècle la mémoire et les traces de la Première Guerre mondiale en région bruxelloise. La deuxième examine quelques-unes de ses répercussions urbanistiques, socioéconomiques et mémorielles. Enfin, la troisième s'intéresse aux traces immatérielles moins connues mais qui nourrissent encore le débat public.

Encadré 1. Quelques points de repère historiques

En 1914, l'agglomération bruxelloise^a compte environ 790 000 habitants, soit près d'un dixième de l'ensemble de la population belge. Le 20 août 1914, à peine deux semaines après son entrée sur le territoire belge, l'armée allemande pénètre dans la capitale sans combattre et prend le contrôle des principaux lieux de pouvoir. Elle s'y installe pour 51 mois. Jusqu'à l'Armistice, Bruxelles vivra donc sous le contrôle total du pouvoir allemand, dans un face-à-face quotidien qu'aucune autre capitale européenne occidentale ne connaîtra. Cette occupation donnera un caractère singulier à l'expérience belge de la guerre.

^a Seize communes forment l'agglomération bruxelloise en 1914. Les villages d'Evere, Berchem, Ganshoren et Woluwe-Saint-Pierre n'en font pas encore partie. Pour leur part, les communes de Laeken, Haren et Neder-over-Heembeek ne seront annexées au territoire de la ville de Bruxelles qu'en 1921. Dans ce texte, nous faisons référence aux 19 communes bruxelloises actuelles lorsque nous parlons de « Bruxelles » et utilisons les termes « Bruxelles-Ville » ou « Ville de Bruxelles » pour qualifier la commune elle-même.

¹ Voir la bibliographie succincte sur Bruxelles et la Première Guerre mondiale disponible ici : http://www.bsi-brussels.be/medias/upload/files/BiblioWWI_TALLIER.pdf

1. Cadrage

1.1. Une multiplicité d'acteurs et de producteurs de savoirs

5. La présence à Bruxelles d'une cinquantaine d'établissements d'enseignement supérieur et de nombreux organismes publics disposant de départements d'étude et de recherche, signifie que la capitale concentre aujourd'hui beaucoup d'acteurs de savoirs [Vaesen & Wayens, eds., 2014]. Cette situation a bien sûr un impact sur la « production » de connaissances historiques : un nombre impressionnant d'acteurs se sont ainsi engagés sur le terrain de l'histoire de la Première Guerre mondiale à Bruxelles : institutions scientifiques fédérales (*Archives générales du Royaume, Bibliothèque royale, Cegesoma, Musée Royal de l'Armée et d'Histoire militaire...*) ; services publics fédéraux (*Institut National des Invalides de Guerre* (SPF Défense), *Service des Victimes de guerre* (SPF Sécurité sociale), *Commissariat général à la commémoration de la Première Guerre mondiale...*) ; services du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale et des parapublics régionaux (*Direction des Monuments et Sites, Visit Brussels...*), administrations des communautés (dans le cadre des compétences communautaires en matière d'enseignement, plusieurs projets relatifs à la citoyenneté et au devoir de mémoire se sont penchés sur la guerre, telles la cellule *Démocratie ou Barbarie* en Fédération Wallonie-Bruxelles ou, du côté de la Vlaamse Gemeenschap, le *Vlaams Vredesinstituut* créé en 2009). Toutes les communes bruxelloises, Bruxelles-Ville en tête, ont également tenu à commémorer, plus ou moins activement, ce centenaire en organisant des manifestations de natures très diverses (brochures, expositions, commémorations, etc.) [cf. pour un cadre théorique et méthodologique sur ces initiatives locales : Nath & Van Alstein, 2012] s'appuyant souvent sur de multiples associations ou cercles d'histoire locaux dont il reste difficile de recenser de manière exhaustive toutes les initiatives [cf. sur les controverses relatives aux politiques de commémoration : Bost & Kesteloot, 2014 ; Lefèvre, 2013].

6. Cette intense activité autour des commémorations a donné un coup de fouet aux travaux historiques sur une capitale longtemps restée l'enfant pauvre des recherches sur 14-18.

1.2. Qui produit des connaissances sur Bruxelles en guerre ?

7. Dans un premier temps, l'histoire de Bruxelles en 1914-1918 ne fut pas écrite par des historiens. Certes, la situation de la capitale est bien sûr évoquée dans l'excellente synthèse qu'Henri Pirenne consacre en 1928 à *La Belgique et la guerre mondiale*, ainsi que dans quelques autres ouvrages généralistes qui paraissent durant l'Entre-deux-guerres. Mais, comme pour de nombreuses autres communes belges, ce sont, d'abord et avant tout, des journalistes, des hommes politiques et des chroniqueurs qui publient leurs écrits sur l'histoire de la capitale sous occupation. Ces hommes (et plus rarement ces femmes) prennent souvent la plume à la première personne, en tant que témoins et acteurs de leur temps. Si certains récits sont publiés alors que le conflit fait encore rage, c'est durant les premières années d'après-guerre que cette vague de témoignages connaît son apogée [faute de recensement exhaustif des témoignages parus sur Bruxelles en guerre, on consultera : Lefèvre & Lorette, eds., 1987 : 437-449]. Cette mise en récit précoce de la Grande Guerre par les témoins directs n'est bien sûr pas spécifique à Bruxelles : chaque commune de Belgique occupée, ou presque, connaîtra sa chronique locale. Le phénomène prend toutefois ici une ampleur inédite du fait de son statut de capitale, synonyme d'une présence accrue d'éditeurs et d'intellectuels susceptibles de prendre la plume mais aussi d'un vaste marché de lecteurs potentiels.

8. Bien qu'enserrés dans les cadres patriotiques de l'Entre-deux-guerres, ces témoignages n'en conservent pas moins une exceptionnelle valeur documentaire. Ils dépeignent souvent Bruxelles comme une prison à ciel ouvert et n'oublent jamais de vanter l'esprit frondeur de ses habitants, résistance avant la lettre qui se poursuivra jusqu'en 1918 [voir notamment : Tytgat, 1919 ; Twels, 1919 ; Gilles, Ooms & Delandsheere, 1919, Vierset, 1932]. Ces témoignages ont aussi le mérite de bien mettre en évidence la diversité des expériences vécues au sein de l'agglomération bruxelloise et notamment dans ce qu'on appelle alors les faubourgs de la capitale [voir par exemple : Bertrand, 1919 ; Frick & Lynen, 1920]. Cent ans plus tard, ces écrits restent des sources d'autant plus incontournables, que l'histoire de Bruxelles dans la Grande Guerre a eu fortement tendance à se confondre avec celle de son centre-ville.

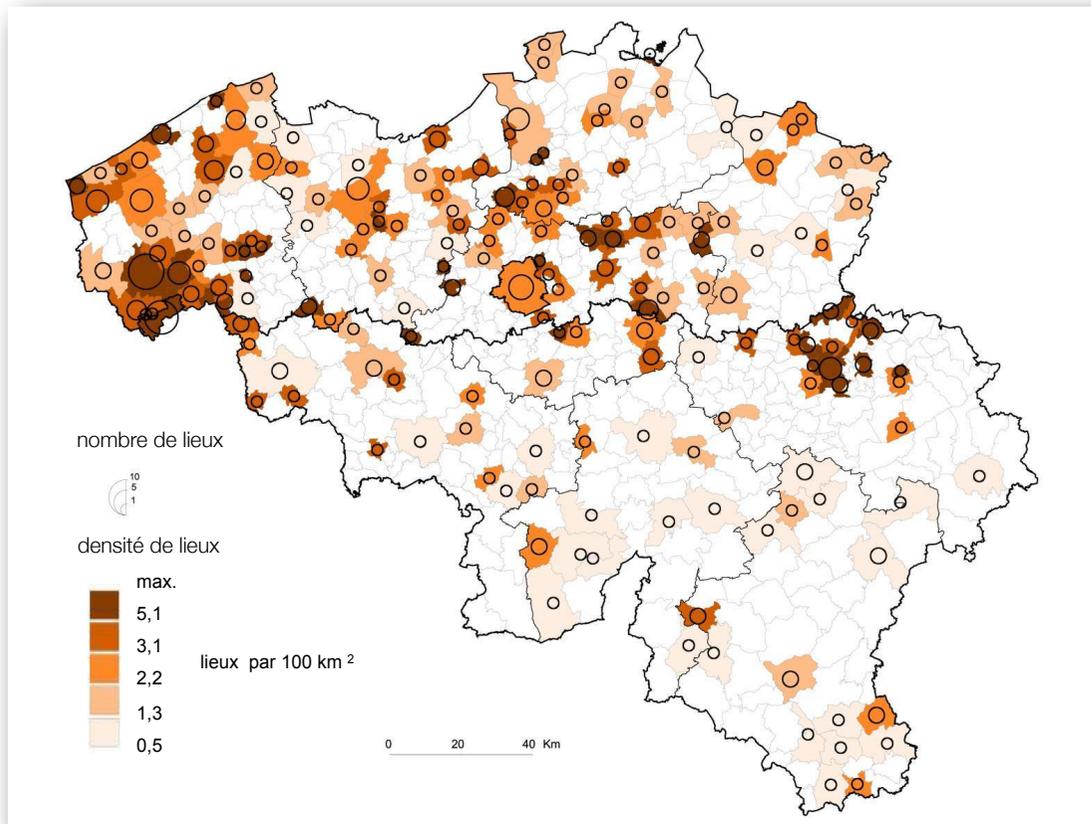


Figure 1. Lieux mentionnés dans le répertoire bibliographique des publications parues entre 1985 et 2000 sur la Belgique durant la Première Guerre mondiale. Source : cartographie IGEAT (ULB), d'après Tallier et Soupart, 2001.

9. Du côté des historiens, l'attrait pour l'étude de la vie à Bruxelles pendant la Première Guerre mondiale est un phénomène relativement récent qui a connu un important développement au cours de la dernière décennie. La simple consultation de l'index général des noms de lieux du répertoire bibliographique des publications parues entre 1985 et 2000 sur la Belgique durant la Première Guerre mondiale [Tallier & Soupart, 2001] est symptomatique : on n'y recense encore que 16 références relatives à des communes bruxelloises (dont 13 pour Bruxelles-Ville), soit à peine 1,6% du total des lieux référencés². La carte 1 l'illustre clairement : le focus géographique de la toute grande majorité des contributions se concentre ailleurs qu'à Bruxelles. Si le constat est bien entendu lié à la situation particulière d'une capitale largement épargnée par les combats, il ignore son rôle essentiel pendant tout le conflit : au cœur d'un petit pays très centralisé, siège de toutes les institutions nationales et de nombreuses entreprises, seule capitale occidentale occupée pendant tout le conflit, Bruxelles avait de quoi attirer l'attention des chercheurs.

10. Depuis 2000, la situation a fortement évolué. Un intérêt accru pour la Première Guerre mondiale à Bruxelles s'est manifesté à travers une production historique dépassant le cadre strict des universités. Cette évolution a favorisé une approche « éclatée » par micro-thématiques, plus quotidiennes et parfois même anecdotiques. Une grande part de ces travaux a été publiée par des institutions publiques telles que des archives, bibliothèques et musées (avec toujours une surreprésentation nette de Bruxelles-Ville). L'élargissement des acteurs ne signifie toutefois pas que le monde académique a désinvesti le sujet, tout au contraire : le nombre d'ouvrages, d'articles scientifiques, de mémoires de fin d'études, de thèses de doctorat voire même d'expositions coordonnées au sein des universités n'a cessé de croître.

² Cette analyse se base exclusivement sur les noms apparaissant dans les titres des contributions. Elle ne reflète bien sûr pas l'ensemble de l'espace géographique couvert par chacune de ces publications. Néanmoins elle donne une bonne indication statistique des lieux qui ont fait l'objet d'études spécifiques.

1.3. Bruxelles dans la Grande Guerre : une histoire à écrire

11. Si l'engouement et la diversité des acteurs impliqués ont favorisé une meilleure connaissance du passé bruxellois durant la Première Guerre mondiale, les études globales sur l'agglomération bruxelloise en 1914-1918 font encore largement défaut. L'histoire passionnante de ce qui fut la seule capitale d'Europe occidentale à vivre la Grande Guerre sous occupation étrangère reste à écrire ! Cette histoire devrait bien sûr transcender une approche encore fort locale et mono-disciplinaire pour relier les constats relatifs à la Première Guerre mondiale dans toute la Région bruxelloise aux processus et mécanismes transnationaux et globaux [Winter, 2013 : 15].

1.3.1. Une sorte de trou noir...

12. Passées les premières années d'après-guerre, la publication de témoignages sur Bruxelles occupée se tarit progressivement et le désintérêt s'accélère avec la Deuxième Guerre mondiale. Au cours des décennies suivantes, au moment où l'histoire contemporaine s'ancre enfin dans les départements universitaires, c'est bien l'Occupation de 1940-1945 qui retient quasi toute l'attention des chercheurs. L'étude de 1914-1918 qui souffre, en contraste, d'un manque criant de moyens et de légitimité [Benvindo, Majerus & Vrints, 2014, 170-196] se concentre presque exclusivement sur le sort des soldats flamands au front, sur l'activisme et sur le rôle d'Albert I^{er} ; trois débats dans lesquels Bruxelles occupe une place anecdotique.

13. Il faudra patienter plusieurs décennies pour que de nouveaux pans de l'histoire sociale de la capitale en guerre soient peu à peu redécouverts. Dès la fin des années 1970, l'historien Peter Scholliers se penche ainsi sur divers indicateurs socio-économiques pour cerner l'évolution du niveau de vie, de l'alimentation et de la santé des Bruxellois durant l'occupation [Scholliers, 1978]. Puis, pour la première fois, les entrées et sorties de guerre commencent à attirer l'attention [Van Caubergh, 1986 ; Sieben, 1988 : 155-176], un thème qui connaîtra un beau succès historiographique quelques décennies plus tard. Il ne s'agit là toutefois que d'efforts isolés : la Première Guerre mondiale reste un thème historiographiquement marginal comme en témoigne le fait que seules deux pages lui soient consacrées dans le beau volume *Bruxelles, croissance d'une capitale* qui, en 1979, rassemble pas moins de 40 spécia-

listes de l'histoire de la capitale [Stengers, 1979]. Si les études sur Bruxelles bénéficient à cette époque de l'essor de l'histoire urbaine, les historiens de la capitale, à l'instar de leurs collègues travaillant sur Anvers ou Gand, privilégient résolument l'ère préindustrielle et les évolutions macro-historiques comme la croissance d'un espace métropolitain, l'évolution du paysage urbain ou les transformations sociolinguistiques de la ville. Le « temps court » des guerres mondiales est, lui, largement ignoré.

14. Il en résulte des lacunes considérables sur des thématiques aussi importantes que l'impact de la Première Guerre mondiale sur l'économie bruxelloise. La vie des entreprises privées, de leurs dirigeants, cadres, employés et ouvriers reste largement inexplorée, tout comme celle des institutions publiques et de leurs travailleurs. Les synthèses sur l'histoire de l'économie bruxelloise publiées entre 1979 et 1989 font tout simplement l'impasse sur la période de la Première Guerre mondiale ! [Stengers, ed., 1979 : 216-222 ; Smolar-Meynaert, ed., 1989 : 262-291 ; Martens, ed., 1976 : 425-454]. Le constat s'applique même à l'histoire d'entreprises pourtant bien documentée, telle que la *Compagnie des Bronzes*, fleuron de la métallurgie à Molenbeek-Saint-Jean [Fabrique d'art. *La Compagnie des Bronzes de Bruxelles (1854-1979)*, 2004] même si un dépouillement systématique des monographies historiques d'entreprises bruxelloises reste à réaliser. A l'exception du milieu de la presse bruxelloise, le monde des entreprises et du travail est donc très peu présent dans les publications relatives à la vie quotidienne à Bruxelles entre 1914 et 1918 [Jaumain & Piette, 2005 : 15-21]. Il faut attendre la fin des années 1990 pour que l'histoire de Bruxelles dans la Grande Guerre sorte peu à peu de cette impressionnante discrétion.

1.3.2. ... puis une redécouverte...

15. Le tournant du siècle est marqué par le renouveau d'une historiographie belge de la Grande Guerre qui se raccroche enfin aux questionnements et réseaux de ses voisins européens. Dans ce mouvement de rattrapage, le cadre national est, avant tout, privilégié. C'est donc d'abord de manière indirecte que l'expérience de Bruxelles en 14-18 est appréhendée : nombre d'éléments neufs surgissent dans des travaux qui ne se limitent pas au périmètre bruxellois, mais où la capitale

occupe *de facto* une place centrale [pour une présentation plus détaillée des sujets très variés dans la recherche récente : Benvindo, Majerus & Vrints, 2014].

16. Sur le plan institutionnel, on assiste aussi, au début des années 2000, aux efforts concertés de centres d'archives (en particulier les Archives de la Ville de Bruxelles) et d'unités de recherche (à l'ULB, le Centre interdisciplinaire de recherche sur l'histoire de Bruxelles, plus tard Bru-Cités) pour redonner vie à l'expérience bruxelloise en 1914-1918 à travers différents projets d'expositions et de publications [Jaumain & Piette, 2005 ; Jaumain, Piette, Pluvinage, 2005 ; Majerus & Soupart, 2006]. Néanmoins, en regard d'une historiographie belge de la Grande Guerre pourtant florissante, les travaux se concentrant spécifiquement sur Bruxelles restent relativement peu nombreux. De manière schématique, trois cadres d'analyse de la guerre se détachent : la question du maintien de l'ordre [Majerus, 2007], l'héritage du conflit dans la mémoire et l'espace bruxellois à travers les monuments aux morts, la fabrique d'icônes patriotiques, la chanson populaire... [Janssens, 2013 ; van Ypersele, Debruyne & Kesteloot, 2014 ; de Schaepdrijver, 2015], enfin l'étude approfondie des voix individuelles qui racontent le quotidien de l'occupation, refermant en quelque sorte la boucle d'une histoire qui fut d'abord essentiellement écrite par les témoins, [de Schaepdrijver, 2005 ; ID., 2010].

1.3.3. ... avec quelques lacunes

17. Un siècle après le conflit, peut-on affirmer que l'on connaît parfaitement l'expérience bruxelloise en 1914-1918 ? Malgré le dynamisme récent de l'historiographie rien n'est moins sûr. Les nombreuses publications de ces dernières années, ne peuvent cacher une réalité : il manque encore une grande synthèse qui croiserait les dimensions sociales, spatiales, culturelles, économiques et politiques. Les recherches sur la capitale occupée demeurent trop éclatées. En d'autres mots, l'impact socialement et géographiquement différencié de la Grande Guerre sur l'ensemble du territoire bruxellois reste à explorer. Que sait-on par exemple de ces vieillards dont certains furent oubliés par les politiques de bienfaisance ? de ces femmes qui attaquèrent la maison communale de Molenbeek en 1916 pour protester contre la famine ? des forains que le conflit contraignit à la sédentarisation ? des petits

commerçants que l'imagerie populaire ne retient qu'en affameurs ? des évacués qui affluèrent dans la seconde moitié du conflit, ou encore de ces jeunes fréquentant les cabarets des Marolles tout au long de l'occupation ? C'est toute la dynamique urbaine qui demande à être réinvestiguée de manière globale et en dépassant le centre-ville: l'histoire de Bruxelles en 14-18 se confine encore fréquemment à ce qui se passe entre la Bourse et le Palais de justice. L'expérience spécifique des communes bruxelloises – rappelons qu'une commune comme Schaerbeek compte déjà 100.000 habitants en 1914 – reste encore trop mal connue, pour ne rien dire de l'histoire des différents quartiers de la capitale et de leurs habitants voire d'une périphérie toujours largement rurale.

18. Ces carences ne manquent pas de surprendre, compte tenu des nouvelles orientations d'une historiographie internationale de plus en plus attentive à la manière dont les populations civiles vécurent cette « guerre totale » mais aussi d'une histoire urbaine elle-même au cœur du renouvellement des recherches sur le premier conflit mondial. Plus que jamais, une histoire de Bruxelles en 14-18, envisagée comme un agglomérat d'« *espaces partagés* (et d') *espaces disputés* » [Dessou-roux, 2008] reste à écrire !

2. Analyser les traces de la Première Guerre mondiale à Bruxelles

19. La Première Guerre mondiale a pourtant laissé sur le territoire de la région, une série de traces matérielles et immatérielles qui constituent autant de liens qui la relient au temps présent.

20. Leur analyse systématique est un exercice complexe voire impossible compte tenu de l'état actuel des connaissances. Pour illustrer l'immense potentiel de ces futures recherches nous nous concentrons ici sur trois thématiques qui ont retenu l'attention de la recherche académique :

- les conséquences démographiques de la guerre ;
- la mémoire de la Première Guerre mondiale dans l'espace public ;
- Les vestiges patrimoniaux directs et indirects de la guerre.

2.1. Les conséquences démographiques de la guerre

21. Les études portant sur les conséquences démographiques de la Première Guerre mondiale en Belgique sont rares [Eggerickx, 2014]. Cela s'explique par deux raisons principales. Tout d'abord, le manque de données fiables dans un contexte où l'appareil de production statistique fonctionnait au ralenti. Ensuite, il faut rappeler que, par rapport aux autres belligérants, la Belgique a été relativement peu touchée par la mortalité de guerre : le ratio victimes militaires/population est six fois inférieur à celui de la France [Rohrbasser, 2014]. Pourtant, en Belgique, tous les paramètres démographiques portent l'empreinte de la Première Guerre mondiale, car non seulement une bonne partie du territoire fut occupée par l'armée allemande avec à la clé d'après combats, de nombreuses exactions à l'encontre des populations civiles et une dégradation importante des conditions de vie, mais en plus, le conflit fut « *un moment de rupture dans les comportements et les pratiques des individus* » [Faron, 2002 : 5]. Quel fut donc au sein de l'agglomération de Bruxelles (définie sur base des 19 communes actuelles) l'impact démographique direct de la guerre pendant les années d'occupation et ses conséquences dans les décennies qui suivirent ?

22. On le sait, la chute de la natalité est souvent l'une des principales conséquences démographiques d'une guerre, prolongeant ainsi son impact pendant de nombreuses décennies. La Belgique et Bruxelles en particulier ne font pas exception à cette règle : de 1914 à 1919, le taux de natalité baisse dans le pays de 20 à 11,5%, alors qu'à Bruxelles, il diminue de moitié, de 15 à 7,5%, soit un niveau historiquement bas. Mais c'est surtout au niveau du déficit des naissances que la capitale se singularise. A l'échelle de la Belgique, ce déficit imputable au conflit est de l'ordre de 36%, alors qu'il atteint 43% à Bruxelles. Seules les régions situées sur la ligne de front de l'Yser enregistrent une perte de naissances proportionnellement plus importante.

23. La chute de la natalité durant les années de guerre est en partie liée à la diminution du nombre de mariages ; ceux-ci sont soit « empêchés » par l'absence d'hommes (au front, prisonniers de guerre ou, pour quelques-uns au travail forcé en Allemagne), soit différés par la dégradation des conditions de vie durant cette période [Majerus, 2005] et l'incertitude du lendemain qui induisent des comportements malthu-

siens [Eggerickx, 2004]. La sous-alimentation pourrait aussi avoir rendu les femmes temporairement infécondes [Scholliers, Daelemans, 1988].

24. Toutefois, comme le montre la figure 3, les années 1914, 1915 et 1916 se caractérisent curieusement par une diminution du taux de mortalité qui, par contre, grimpera en flèche de 1917 à 1919 avant de rechuter et de retrouver un cours plus normal. Cette séquence se rencontre ailleurs, en Wallonie ou encore dans le bassin industriel de Char-

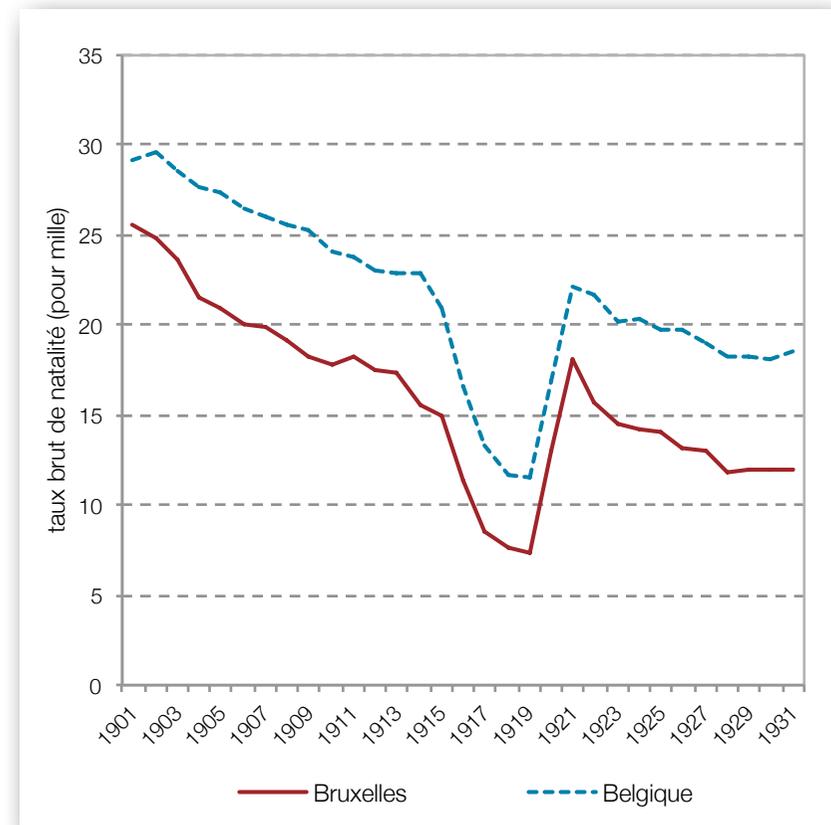


Figure 2. L'évolution du taux brut de natalité. Source : statistique du mouvement de la population, DGS, calculs T. Eggerickx.

l'eroi [Eggerickx, 2014] mais aussi dans d'autres pays, tels que la France ou l'Allemagne. Les statistiques de décès relevées dans ces régions et à Bruxelles illustrent l'aggravation des conditions de vie et plus particulièrement des difficultés de ravitaillement dont souffrent les populations civiles à partir de 1917.

25. Les pyramides des âges porteront aussi durablement les traces de l'impact de la guerre. La figure 4 présente la situation de l'agglomération bruxelloise en 1910 et 1920, les deux populations ayant été ramenées à une même base de 10.000 habitants de manière à en assu-

rer la comparaison. On constate immédiatement deux « anomalies » dans la structure par âge et sexe de 1920 : tout d'abord l'importante échancrure à la base de la pyramide témoignant du déficit des naissances et ensuite l'entaille du côté des hommes âgés de 25-34 ans en 1920, soit les générations âgées de 20-30 ans lorsque le conflit éclate. Cette surmortalité masculine entraînera une augmentation du taux de veuvage chez les femmes âgées de 20 à 40 ans, de l'ordre de 35% pour le pays, mais de « seulement » 15% pour l'agglomération de Bruxelles.

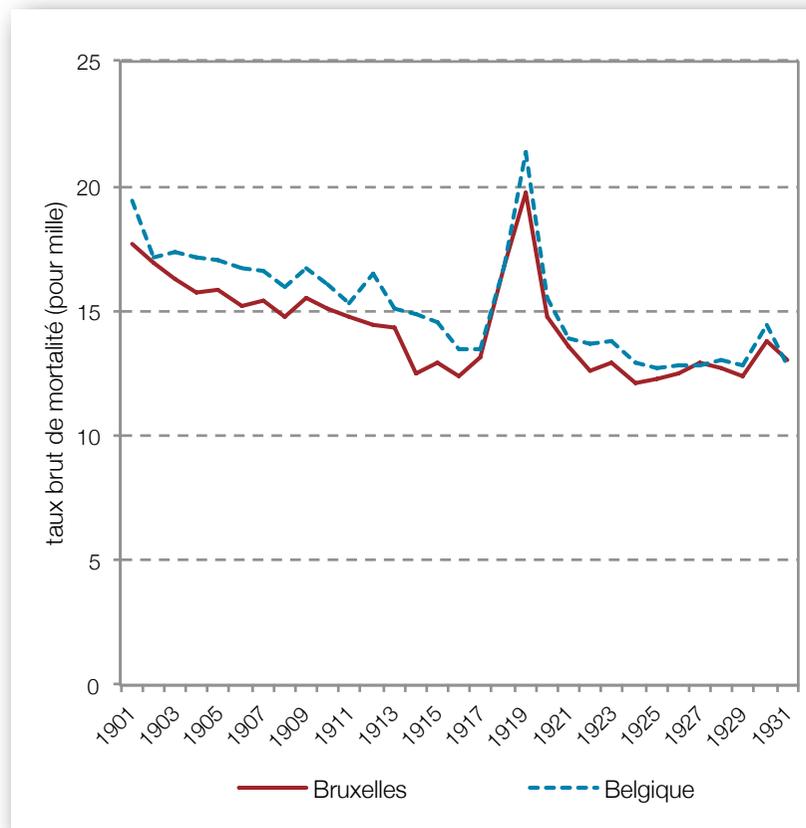


Figure 3. L'évolution du taux brut de mortalité. Source : statistique du mouvement de la population, DGS, calculs T. Eggerickx.

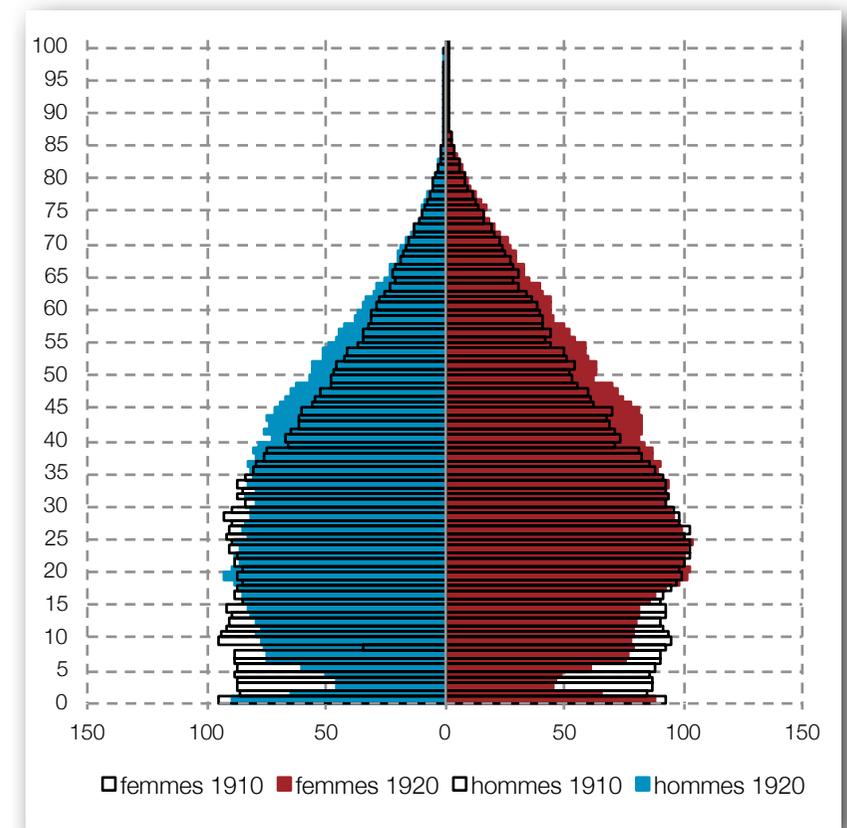


Figure 4. Les pyramides des âges comparatives de 1910 et de 1920 (pour 10.000 habitants). Source : recensements de la population de 1910 et de 1920, calculs T. Eggerickx.

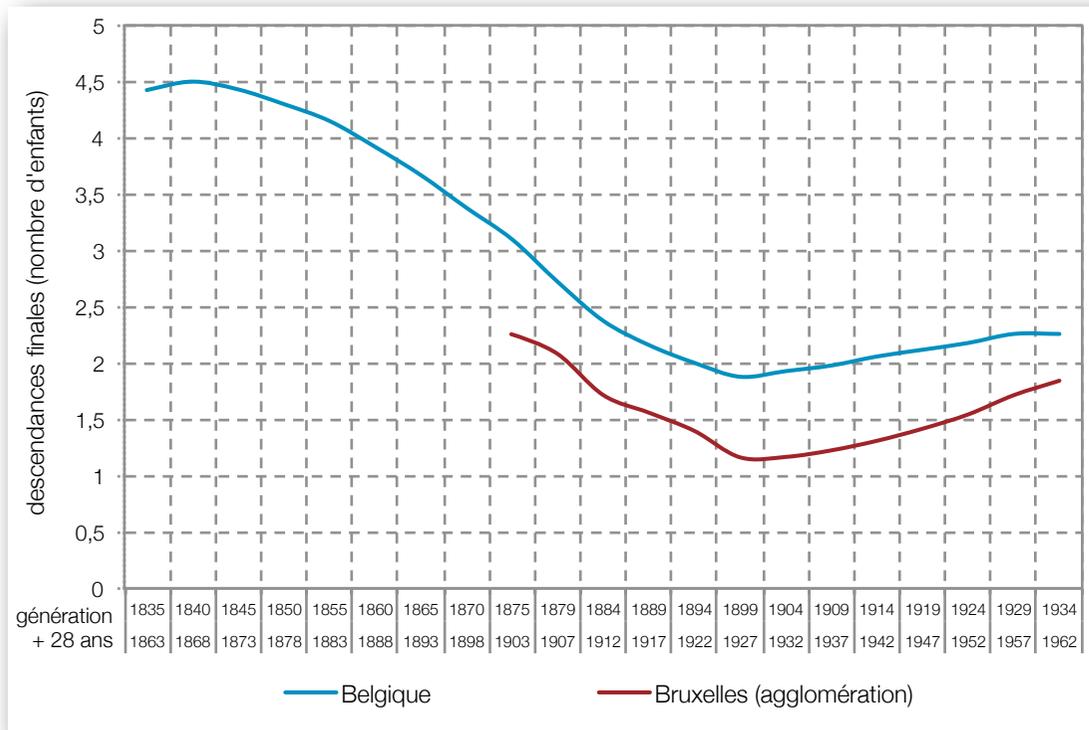


Figure 5. L'évolution de la descendance finale des générations (décalées de 28 ans) en Belgique et à Bruxelles. Source : Festy, 1978 ; Recensements de la population de 1961 et 1981, calculs T. Eggerickx.

26. L'impact démographique de la Première Guerre mondiale se prolonge donc bien après la fin des hostilités. Le conflit a probablement amplifié le contrôle des naissances (amorcé plusieurs décennies auparavant) et contrarié (au moins pour certaines tranches d'âges) les progrès de la mortalité. Entre 1910 et 1920 l'espérance de vie à la naissance dans l'agglomération bruxelloise augmente de 52,8 ans à 59,1 ans, soit un gain de plus de six années, alors qu'il fut inférieur à quatre années entre 1900 et 1910. Dans le même temps, à l'échelle du pays, la durée moyenne de vie n'a progressé que de trois années (pour une seule entre 1900 et 1910), passant de 50,7 ans à 53,5 ans. Sur base de cet indicateur moyen, la Première Guerre mondiale n'aurait été qu'un bref accident de parcours dans l'amélioration des conditions de survie [Winter, 1988], particulièrement dans la capitale.

27. Les progrès de l'espérance de vie entre 1910 et 1920 sont en fait essentiellement liés à la réduction de la mortalité des jeunes enfants et des adultes de plus de 35 ans. Comparée à la situation nationale et à celle des deux autres régions, la diminution de la mortalité est non seulement plus importante à Bruxelles, mais elle concerne, tant chez les enfants que chez les adultes, des plages d'âges plus étendues. La diminution sensible de la mortalité des jeunes enfants, même durant les années de guerre [Winter, 1988], serait principalement due au développement des œuvres de protection de l'enfance (consultations de nourrissons, cantines maternelles...) en réaction à la chute de la natalité et à la crise alimentaire [Majerus, 2007 ; Masuy-Stroobant, 2005].

28. Par contre, une classe d'âge n'est pas concernée par l'amélioration des chances de survie : celle des jeunes femmes et hommes âgés de 20-30 ans (et dans une moindre mesure des adolescents). Deux éléments peuvent expliquer cette situation : chez les hommes, la plus grande vulnérabilité au risque de mourir des blessures de guerre, et de manière plus générale l'affaiblissement des populations, suite aux années de privation et de malnutrition. Seule une analyse des causes de décès permettrait véritablement d'expliquer cette « particularité » des tables de mortalité qui affecte les jeunes adultes. Enfin, on soulignera que la détérioration des chances de survie à ces âges est proportionnellement moins marquée à Bruxelles qu'en Belgique ou encore dans les milieux ruraux wallons et dans le bassin industriel de Charleroi [Eggerickx, 2014].

29. Quant au taux de fécondité, on constate que dans de nombreux pays européens il a fortement diminué pendant l'Entre-deux-guerres [Frejka, Sobotka, 2008]. Certains interprètent cela comme une conséquence de la Première Guerre mondiale et de la grande dépression économique des années 1930 [Schellekens, Van Poppel, 2012], alors que d'autres y voient un simple prolongement des tendances amorcées plusieurs décennies auparavant [Festy, 1984] et dont les facteurs explicatifs relèvent de la montée de l'individualisme, du consumérisme et de la sécularisation de la société [Van Bavel, 2009].

30. Qu'en est-il à Bruxelles ? A partir de données rétrospectives du recensement de 1981, on peut reconstituer la fécondité des générations de femmes nées entre la fin du 19e siècle et la fin des années

1920. La figure 5 montre ainsi que la fécondité dans l'agglomération bruxelloise est particulièrement basse : à peine supérieure à un enfant en moyenne par femme pour les générations nées à la fin du 19^e siècle, soit celles qui atteignent le maximal de leur capacité reproductive durant l'Entre-deux-guerres. Ces faibles taux de fécondité témoignent d'un malthusianisme très efficace pratiqué dans le mariage [Eggerickx, 2014] et on peut penser qu'ici aussi la Première Guerre mondiale puis la dépression économique des années 1930 ont renforcé ces tendances. On peut aussi supposer que c'est dans les milieux les plus urbanisés, lieux par excellence de l'individualisation, de l'anonymat et de la radicalisation des comportements, que la fécondité a atteint son niveau le plus bas et que l'impact des événements conjoncturels fut dès lors logiquement le plus marqué.

31. A Bruxelles, comme dans le reste du pays, la Première Guerre mondiale a donc laissé des traces durables dans les indicateurs démographiques et plus spécifiquement dans l'évolution des comportements liés à la fécondité.

2.1.1. Les militaires et résistants bruxellois tués pendant le conflit

32. Si l'on s'interroge plus spécifiquement sur le nombre de victimes bruxelloises de la Première Guerre mondiale, il faut bien se rendre à l'évidence : cent ans après le déclenchement du conflit ce type de question, très simple à première vue, n'a pas encore trouvé de réponse définitive, faute de recherches spécifiques. Présentant les grandes contradictions dans les chiffres liés à la Première Guerre mondiale, l'historien britannique Niall Ferguson a souligné les divergences entre les différents recensements existants et répertoriant les victimes du conflit en Belgique. Ces chiffres varient ainsi, d'un auteur à l'autre, du simple au triple [Ferguson, 1998 : 295] ! Sans définition précise du cadre méthodologique de comptabilisation utilisé, difficile d'en obtenir une estimation réellement fiable. Récemment, Luc De Vos et d'autres chercheurs se sont aussi penchés sur la question et fixèrent à 53.037 le nombre de décès belges (hors simples civils) causés par la guerre (dont une part importante du fait de maladies) [De Vos *et al.*, 2014 : 520]. Une ventilation des pertes militaires des autres puissances présentes sur le territoire belge est actuellement encore indisponible, tandis que les pertes civiles ne retiennent l'attention que depuis peu [cf. Amara, 2004; Horne

& Kramer, 2001; Lipkes, 2007; Zuckerman, 2004]. Il ne s'agit pas en l'espèce de simples et macabres contradictions comptables. Les enjeux du débat s'avèrent bien plus profonds, ne fut-ce que du fait de ce que ces chiffres nous apprennent sur l'impact démographique de la guerre [cfr. point précédent] ou sur leur influence durable sur les structures sociales urbaines tant en termes de classes d'âge touchées que d'implication et de rapports socioéconomiques bouleversés entre les différentes couches sociales composant la ville. [Winter & Robert, 1999 : 102].

33. Le souvenir de ces militaires et résistants tués pendant le conflit reste très présent dans la ville actuelle à travers les nombreux monuments aux morts qui parsèment l'espace public (voir plus loin) mais aussi du fait des parties des cimetières communaux qui leurs sont dédiées (il n'existe pas de cimetières militaires en tant que tels sur le territoire bruxellois) : huit sites (y compris la tombe du soldat inconnu) sur les territoires de Bruxelles-ville, Laeken, Ixelles, Evere, Jette, Woluwe-St-Pierre et Auderghem regroupent les sépultures de 482 militaires belges et de 1.400 militaires étrangers (sur base de comptages préliminaires en cours).

34. Ces cimetières (une toute petite fraction des 101 cimetières militaires et pelouses d'honneur disséminés sur le territoire belge) peuvent être rangés en trois catégories qui reflètent les différentes fonctions officielles de Bruxelles. Il y a tout d'abord la tombe du soldat inconnu, monument érigé en 1922 à la mémoire de tous les Belges tombés au combat. Viennent ensuite les lieux où des militaires belges ainsi que les victimes d'autres armées sont inhumés. Ce dernier point concerne cinq des huit sites bruxellois évoqués ci-dessus. Il s'agit principalement des tombes des 1.236 soldats allemands qui reposent à Evere ainsi qu'à Ixelles, Jette et Evere de sépultures de soldats du Commonwealth, de France, de Russie et d'Italie (souvent des prisonniers décédés en captivité). Enfin, dernière catégorie : les sites où sont/étaient enterrés des citoyens fusillés comme, par exemple, l'ancien Tir National à Schaerbeek où 35 civils ont été exécutés et enterrés, parmi lesquels les figures célèbres de Gabrielle Petit, Philippe Baucq et Edith Cavell, exhumées après-guerre à la demande de leurs proches pour être inhumées dans des caveaux familiaux. Ces lieux rappellent que Bruxelles compta 15% de l'ensemble des civils belges fusillés pendant la guerre, pour-

centage plus faible que dans les villes de Gand (23%) et de Liège (21%) [Majerus, 2005 : 76; cf. aussi Van der Fraenen, 2009].

35. Il faut toujours garder à l'esprit que le nombre de tués ne constitue bien sûr que la partie la plus visible de l'ensemble des « victimes » de la guerre, puisqu'il ne tient aucun compte des militaires blessés et des prisonniers de guerre, ni surtout des souffrances de toute nature endurées par les populations civiles (les réfugiés, les victimes des différentes formes de violence de guerre, et plus généralement l'ensemble des habitants frappés par les privations liées aux conditions de vie durant l'occupation). Ces expériences ont façonné les mémoires collectives à différents niveaux (via des canaux et instruments officiels comme les diverses cérémonies de commémorations mais également via les héritages familiaux – parfois divergents [Welzer, 1997]).

2.1.2. Le souvenir plus discret des grands déplacements de population

Les réfugiés

36. Qu'ils fuient pour échapper à la guerre ou qu'ils aient été obligés de quitter leur foyer sous la contrainte, des milliers de Bruxellois ont eu à subir la douloureuse expérience de l'exil durant le premier conflit mondial. Au déclenchement des hostilités, des foules immenses se pressent sur les routes pour échapper aux troupes ennemies. Bruxelles est parmi les premières villes du pays à accueillir ces fugitifs. Dès le 7 août 1914, plus de 3.000 réfugiés originaires de la région liégeoise font leur entrée dans la capitale. Jusqu'à l'arrivée des Allemands, le 20 août 1914, la ville accueille ainsi un nombre croissant de réfugiés. Certains s'y fixent pour quelques jours ou semaines, d'autres se joignent aux Bruxellois qui prennent la route ou le train en direction de la côte ou d'Anvers, le « réduit national » qu'ils pensent alors imprenable. A Bruxelles, comparativement à d'autres villes, ce phénomène de fuite est toutefois relativement limité. En effet, la capitale n'est pas le théâtre d'engagements militaires violents et le calme relatif au milieu duquel les Allemands font leur entrée n'est pas propice au déclenchement de vastes mouvements de panique collective. On ne dispose pas de statistiques précises permettant de mesurer la place qu'occupent les Bruxellois parmi les 600.000 Belges qui, quatre ans durant, vécurent à l'étranger mais tout porte à croire qu'ils furent plusieurs dizaines de

milliers à faire le choix de l'exil prolongé. Rien qu'en Grande-Bretagne, le nombre de réfugiés issus de l'agglomération bruxelloise est estimé, en 1917, à environ 15.000 [Amara, 2008].

37. Du fait des événements militaires, des exactions allemandes mais aussi de ces mouvements de population, les années de guerre se traduisent par une diminution globale de la population. A l'échelle du Royaume, le déficit est de 2,3% entre 1914 et 1919. Entre ces deux dates, la capitale perd 2% de sa population, ce qui équivaut à environ 15.000 habitants. Toutefois, comme l'illustre la figure 6, l'évolution des taux de croissance annuels à Bruxelles présente un profil radicalement différent de ceux de la Belgique, de la Flandre et la Wallonie. En effet, à Bruxelles l'année 1914 se caractérise par un déficit démographique très important, de l'ordre de 4%, suivi d'une légère reprise en 1915 et 1916 et d'une nouvelle perte au cours des trois années suivantes, une perte qui s'aligne en termes relatifs sur celle constatée dans les autres régions. Enfin, la récupération démographique en 1920-21 est proportionnellement presque trois fois plus élevée qu'en Flandre et en Wallonie.

38. Le taux d'accroissement de la population est déterminé par le bilan naturel (les naissances moins les décès) et par le bilan migratoire (les immigrants moins les émigrants). Si l'on se réfère aux statistiques du mouvement de la population, à Bruxelles, avant, pendant et après la guerre, le taux de croissance est principalement lié au solde migratoire. Le lourd déficit de 1914 résulte d'un bilan migratoire très négatif, probablement lié à l'exode des Bruxellois et au départ des mobilisés et des volontaires de guerre au début du conflit. En 1915 et 1916, le bilan migratoire redevient positif, une évolution sans doute liée au retour d'une partie de ceux qui avaient fui la capitale une année auparavant. Enfin, la récupération d'après-guerre est quasi-exclusivement liée aux bilans migratoires très positifs. Le rôle des migrations est donc prédominant à Bruxelles et seul le déficit démographique des années 1917-1919 résulte d'un bilan naturel négatif.

39. La fin de l'invasion ne met toutefois pas un terme à la présence des réfugiés à Bruxelles. L'exilé hagard, dépourvu de tout et harassé devient une figure presque familière du paysage bruxellois pendant tout le conflit. Installés dans une dizaine de centres d'accueil disséminés

dans l'agglomération, ces déplacés bénéficient de l'aide du *Comité national de Secours et d'Alimentation* (CNSA). A partir de 1916-1917, celui-ci doit même redoubler ses efforts dans la mesure où l'évacuation par les Allemands des habitants de la zone du front fait refluer plusieurs centaines de milliers de Français et de Flamands à qui il faut offrir logement et nourriture. En attendant leur rapatriement, les évacués français originaires de Lens, Saint-Quentin ou Douai sont placés tant bien

que mal dans des immeubles vides. En 1918, l'offensive alliée vient encore grossir leur nombre : à partir d'octobre 1918, Bruxelles est littéralement prise d'assaut par plus de 40.000 évacués français. Les autorités réquisitionnent écoles, théâtres et cinémas pour entasser ces familles dépourvues de tout [Amara, 2010 : 211-223].

40. De ces vastes mouvements de populations qui marquent profondément la Première Guerre mondiale, il reste peu de choses dans les mémoires et l'espace public bruxellois: un bas-relief du « Monument de la reconnaissance britannique », place Poelaert, rappelle l'accueil généreux que l'Angleterre réserva aux réfugiés belges tandis que le Peter Pan qui orne le parc d'Egmont, est inauguré en 1924 pour rappeler les liens d'amitié tissés entre les enfants des deux pays. Cette extrême discrétion reflète bien l'accueil très réservé que reçurent les centaines de milliers de Belges revenant d'exil et dont les souffrances furent quasi effacées de la mémoire collective [voir Amara, 2008].

Les déportés

41. Un autre type de déplacement de populations occupe une plus grande place dans les esprits pendant et après le premier conflit mondial : la déportation. Devant l'enlisement et le coût humain de la guerre, l'Allemagne fait face à un manque de main-d'œuvre. Dans ce contexte les industriels allemands font donc pression pour, selon les mots de Carl Duisberg de l'industrie chimique Bayer, ouvrir « *ce grand bassin d'hommes qu'est la Belgique* » (« *Öffnen Sie das Große Menschenbassin Belgien!* » [Thiel, 2014 : 6]. Des *Deutschen Industrie-Büros* sont mis en place, dont deux à Bruxelles (rue Marie-Thérèse à Saint-Josse-ten-Noode et Boulevard Jamar à Saint-Gilles) afin de diffuser une propagande destinée à encourager les chômeurs à signer des contrats de travail à durée déterminée à prester en Allemagne. Cette propagande ne connaît pas le succès escompté et, suite à l'arrivée de Hindenburg et Ludendorff à la tête de l'état-major, les autorités allemandes ordonnent, dès novembre 1916, les déportations de masse. A Bruxelles, celles-ci ont principalement lieu du 20 au 24 janvier 1917 sur convocation à la gare du Midi. De nouvelles vagues, moins importantes, se déroulent également en mai 1917 [Delplancq, 2001]. Au total, ce sont environ 1420 Bruxellois qui sont déportés, dont 743 issus d'Anderlecht, la commune la plus touchée. Toutefois, comparativement à la Flandre

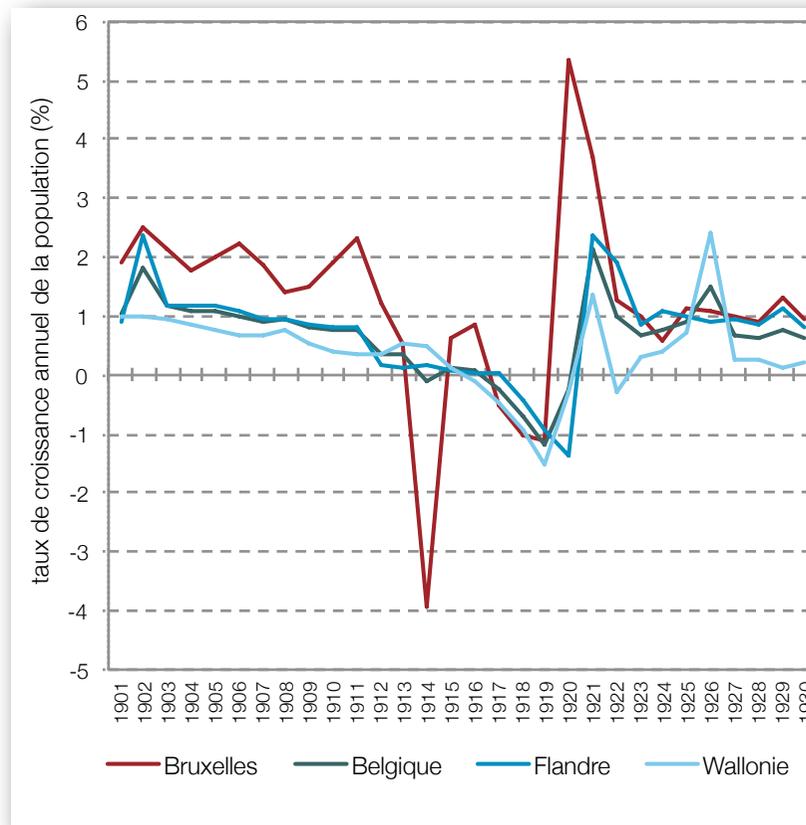


Figure 6. L'évolution des taux de croissance annuels de la population de l'agglomération de Bruxelles. Source : statistique du mouvement de la population, DG, calculs T. Eggerickx.

Orientale, au Hainaut ou au Sud du Luxembourg, on peut dire que Bruxelles et sa région sont relativement peu touchées par ces déportations, qui concerneront environ 120.655 personnes³.

42. En fin de compte, les déportations sont un échec, une grande partie des Belges refusant, malgré la contrainte, de signer un contrat de travail. Guillaume II y met fin, par rescrit impérial daté du 14 mars 1917 et la plupart des déportés bruxellois, rentrent progressivement chez eux affaiblis, malades, voire incapables de reprendre leur travail. Ils sont essentiellement soignés à l'hôpital Saint-Jean [Delplanq, 2001 : 532-533].

43. Après le conflit et bien qu'on les reconnaisse très rapidement comme victimes civiles de la guerre, les déportés sont très attentifs à faire valoir leurs droits. Le 10 juin 1919, une première loi leur accorde une indemnisation. Bientôt jugée insuffisante et inadaptée aux préjudices subis, elle est complétée, le 25 juillet 1921, par une nouvelle loi augmentant quelque peu le niveau d'indemnisation. La lenteur des procédures engendre chez les déportés une attention grandissante aux marques de reconnaissance : une série de plaques commémoratives rappelant le nom de ceux décédés en captivité sont inaugurées [Claisse, 2000 : 142-143] tandis qu'une Croix des déportés est créée en 1922 pour reconnaître leurs souffrances [Arrêté Royal du 27 novembre 1922].

44. A Bruxelles, leur mémoire est aussi honorée dans le cadre de cérémonies comme par exemple celle organisée à la Toussaint 1926 en l'honneur des déportés au cimetière de Laeken par les associations patriotiques, les écoles et les édiles communaux. Bien qu'à la différence des réfugiés, les déportés bénéficient après le conflit d'une certaine reconnaissance de leurs souffrances, les hommages spécifiques restent assez rares et lors des cérémonies collectives, on les trouve souvent placés au second rang des victimes de la guerre, comme lors de l'inauguration à Anderlecht, en 1922, du monument *A nos Héros*

1914-1918, place de la Vaillance [Van Ypersele, Debruyne, Kesteloot, 2014 : 123-124, 140]. Cette relative discrétion se remarque jusque dans la toponymie : alors que l'on inaugure une *Place des Héros* à Saint-Gilles, une *impasse des Combattants* à Koekelberg, et des rues consacrées aux victimes civiles des villes martyres comme Visé, Dinant, etc., aucune rue, place ou monument bruxellois ne vient honorer les déportés dans leur ensemble, à l'exception notable de la rue des Déportés anderlechtois, inaugurée en 1932, mais qui, comme son nom le précise, n'est dédiée qu'aux seules victimes communales et de la rue des Déportés à Woluwe-Saint-Lambert [Van Ypersele, Debruyne, Kesteloot, 2014 : 104-111, 169]. A nouveau, cette faible présence dans l'espace public bruxellois n'est pas sans signification : elle témoigne du fait que, malgré les souffrances endurées et reconnues à travers les lois d'indemnisation, la mémoire des déportés s'y est peu à peu effacée même si l'oubli n'a bien sûr pas été aussi net et brutal que pour les exilés⁴.

2.2. La mémoire de la Première Guerre mondiale dans l'espace public

45. N'ayant connu aucun combat durant la Première Guerre mondiale, Bruxelles ne garde pas de trace physique directe du conflit militaire. Cependant, face à la gravité de cet événement, aux souffrances endurées par la population bruxelloise et au souvenir de ceux qui ne devaient plus revenir, on ressentit très tôt le besoin de conserver la mémoire de l'événement pour lui donner un sens et transmettre le souvenir de la Grande Guerre aux générations futures.

46. Dans le paysage de Bruxelles, la mémoire matérielle de la guerre est multiple : à la fois internationale, en vertu de son statut de capitale, avec l'érection, dès la fin du conflit, de monuments-hommages aux nations alliées et à ses représentants (Verdun, Clémenceau, Brand Witlock...); nationale avec la célébration des grandes figures militaires belges (le roi Albert I^{er}, les généraux Jacques, Meiser, Leman...), locale

³ Il est difficile de donner des chiffres définitifs tant les sources présentent des chiffres différents. Ce nombre provient des statistiques de la *Commission d'enquête sur la violation des règles du droit des gens*. AGR, Commission d'enquête sur la violation des règles du droit des gens, des lois et des coutumes de guerre, n° 740 et 742.

⁴ Il est intéressant de souligner que cette discrétion se retrouve dans l'historiographie. Il faudra attendre la thèse de doctorat de Michaël Amara ([Des Belges à l'épreuve de l'exil: les réfugiés de la Première guerre mondiale \(France, Grande-Bretagne, Pays-Bas\), 1914-1918](#), ULB, 2007), pour disposer d'une étude complète sur les réfugiés belges tandis que pour les déportés, on attend celle qu'Arnaud Charon consacre à ce sujet.

avec la conservation de la mémoire d'habitants, de soldats, de paroissiens ou de simples citoyens ayant combattu l'occupant ; et parfois même « universelle » en louant de grandes vertus ayant contribué à la victoire finale (la paix, la résistance, la vaillance...). L'inventaire réalisé par Emmanuel Debruyne dans le cadre d'une étude sur la mémoire et la guerre à Bruxelles [Van Ypersele, Debruyne, Kesteloot, 2014] a ainsi permis d'identifier plus de 600 traces matérielles de la Grande Guerre présentes aujourd'hui sur le territoire de la région de Bruxelles-Capitale, principalement sous la forme de monuments, d'éléments de la toponymie et de plaques commémoratives. Les lignes qui suivent en synthétisent les principaux résultats.

47. Cette étude a démontré qu'aucun autre événement historique, ni la révolution de 1830, ni même la Seconde Guerre mondiale, n'a si profondément imprimé sa marque dans le paysage de la capitale. La toponymie bruxelloise fait ainsi la part belle à la figure héroïque du soldat, que ce soit de manière collective (rues des Braves, des Anciens Combattants, de l'Infanterie, des Grenadiers...) ou individuelle dans une série de communes encore rurales et moins peuplées, qui baptisèrent des dizaines de rues du nom d'un de leurs fils tombés au front. Bruxelles, en tant que capitale occupée durant tout le conflit, honorera largement et précocement la figure du civil qu'il soit célèbre (Adolphe Max, le cardinal Mercier, Ernest Solvay...), anonyme (Déportés, Héros...) ou un patriote tué par l'ennemi (Philippe Baucq, Gabrielle Petit, Edith Cavell...).

48. Si d'un point de vue numérique, les plaques de rues constituent la trace mémorielle la plus fréquente à Bruxelles, ce sont bien évidemment les monuments qui marquent symboliquement l'espace de la ville. Érigés dans leur immense majorité au début des années 1920, ils adoptent souvent un vocabulaire décoratif et architectural résolument conservateur, hérité de la « statuomanie » en vigueur au 19^e siècle : allégories féminines drapées, soldats étendus près du drapeau national ou bustes de grands hommes au regard sombre perpétuent la mémoire du conflit sur un registre solennel classique, pour ne pas dire passéiste. Aux yeux de leurs contemporains, les monuments exaltaient

avec ferveur, sur un ton plus souvent pacifiste que vengeur, la Patrie martyre au nom de laquelle les souffrances endurées pendant quatre longues années n'avaient pas été vaines.

49. La localisation de ces traces mémorielles dans l'espace régional peut à la fois être considérée comme le fruit de l'évolution urbanistique des différentes communes bruxelloises et le résultat de la volonté plus ou moins affirmée de leurs édiles de perpétuer la mémoire de la guerre. Si la mémoire « locale » du conflit est présente sur l'ensemble de la région – chaque commune possède son monument aux morts (quand il n'en existe pas deux : sur la place centrale et au cimetière communal) –, Bruxelles-ville se positionne naturellement comme première réceptrice des mémoires internationale et nationale de la guerre en réunissant plusieurs monuments symboliques importants sur son territoire, au premier rang desquels se trouve évidemment la tombe du soldat inconnu, hommage rendu à l'ensemble des *Jass*⁵ tombés durant le conflit.

50. On peut à l'inverse noter que les communes périphériques concentrent la plus grande partie des hommages toponymiques. Ces villages, en voie d'urbanisation accélérée durant l'Entre-deux-guerres, ont baptisé nombre d'artères nouvellement créées en mémoire de la Première Guerre mondiale. L'un des exemples les plus emblématiques est sans doute la commune d'Auderghem qui choisit de rappeler le souvenir des 47 soldats tués au combat et ayant un lien avec la commune en attribuant leurs noms à autant de rues [Van Ypersele, Debruyne & Kesteloot, 2014 : 246-250]. Cette attention aux « simples » soldats est assez remarquable dans la mesure où elle privilégie ce que l'on pourrait appeler une approche « par le bas » alors que le cadre de référence dominant consistait plutôt à valoriser les dirigeants politiques et militaires. Une telle pratique s'est évidemment avérée beaucoup moins aisée pour les communes de première couronne, déjà densément bâties et urbanisées au début des années 1920, et qui ont donc fréquemment privilégié l'inauguration de plaques et de monuments plutôt que le changement de nom de voies, parfois très anciennes et, de ce fait, ancrées dans la mémoire publique.

⁵ Le *Jass* est le surnom donné au soldat belge durant la Première Guerre mondiale. Il fait référence au long manteau (« jas » en flamand) porté par les troupes en uniforme. Il peut être considéré comme l'équivalent du *Poilu* français ou du *Tommy* anglais.

51. Tout ceci illustre tout à la fois la diversité qui caractérisa la politique menée par les autorités communales et leur rôle essentiel dans ce processus. Celui-ci est tel que, même dans la capitale, le gouvernement national n'eut guère le pouvoir de monopoliser la politique du souvenir. Comme dans le *Westhoek* où les autorités locales sont à l'origine de 26% de l'ensemble des mémoriaux érigés [Jacobs 1995], les communes bruxelloises utilisèrent à plein leur autonomie pour intervenir massivement dans l'espace public et y donner leur propre interprétation à la mémoire collective.

2.2.1. Les oublis de la mémoire matérielle de la guerre

52. *A contrario*, le nombre et la diversité des initiatives communales permettent aussi de mieux percevoir ce qui manque ou est sous-estimé dans l'espace public bruxellois. Les actions et monuments commémoratifs sont en effet nourris d'un certain nombre d'idées reçues et de postulats implicites⁶ visant à conforter ce que l'on croit déjà connaître de ces années. Le récit communal se veut compatible avec le méta-récit porté par les communautés organisant et finançant le travail de mémoire.

53. Une excellente illustration de ce phénomène nous est offerte par l'histoire coloniale belge avec laquelle Bruxelles a, de toute évidence, un lien indissoluble [Stengers, 1989 (rééd.aug. 2005; Vanthemsche, 2012] mais dont l'actuelle grand-messe mémorielle tient très peu compte. La seule question qui semble retenir l'attention s'articule autour de la présence de troupes congolaises dans les opérations militaires en Europe et en Afrique ou dans les tranchées, aux côtés des soldats métropolitains et des contingents des autres empires [Brosens, 2013 ; Catherine, 2013]. Cette quasi-absence n'est pas surprenante tant l'inclusion de la dimension coloniale dans l'histoire de Belgique

reste très sommaire [Vanthemsche, 2012]. On sait encore trop peu de choses sur ce qui s'est joué au Congo à partir de juin 1914. Dès lors les quelques traces matérielles disséminées sur le territoire de Bruxelles renvoient tout au plus à l'action militaire des commandants et de leurs hommes [Claisse, 2013 : 133-175]. Au niveau des monuments par exemple, elles rappellent de manière tardive et suite à des initiatives privées, la mémoire du lieutenant-général Tombeur et de la Force publique⁷. L'engagement des troupes de cette dernière en Afrique et des volontaires congolais en Belgique [cf. Brosens, 2013] (certains d'entre eux ont un lien direct avec Bruxelles car ils y ont habité un certain temps avant-guerre, notamment dans le quartier Anneessens) reste encore largement méconnu aujourd'hui.

54. Il faut s'interroger également sur le sens à donner à ces traces mémorielles alors que les valeurs patriotiques qui les sous-tendaient n'ont plus guère de signification symbolique pour les contemporains. Quoiqu'il en soit, depuis plusieurs années, une journée organisée par des associations d'anciens coloniaux rend hommage « *aux victimes des campagnes esclavagistes, aux morts belges et congolais des campagnes menées par la Force Publique durant les deux guerres mondiales ainsi qu'au drapeau de Tabora*⁸ » en trois lieux : devant le monument au Lieutenant-Général Baron Tombeur « de Tabora » (1867-1947), à Saint-Gilles (inauguré en 1951, avenue du Parc), devant le buste du Colonel Chaltin (1857-1933) à Ixelles (érigé en 1947, square du Solbosch) ainsi qu'au monument des « Troupes des campagnes d'Afrique » à Schaerbeek (installé en 1970, square Riga)..

55. La « société civile » d'origine congolaise, organise quant à elle ses propres moments de mémoire (cfr. figure 7, photographie devant le monument du square Riga à Schaerbeek), retissant ainsi les fils de cet apport oublié. Militant pour la reconnaissance plus globale de l'héritage

⁶ L'expression dans son acception en français (*unspoken assumptions*) se retrouve en filigranes dans les travaux de James Joll, dont *The Origins of the First World War*, New York, Routledge, 2013 (1^{ère} édition 1984) avec un chapitre consacré aux rivalités impériales (pp.219-253). On relira Antoine Prost et Jay Winter (2004) pour les différents enjeux liés à l'écriture de l'expérience de guerre.

⁷ Voir le lien : <https://brusselsremembers.com/memorials/lieutenant-general-tombeur>

⁸ Située dans l'actuelle Tanzanie, la ville de Tabora fut le théâtre d'un fait de guerre où s'engagea la Force publique (congolaise), commandée par le lieutenant général Charles Tombeur durant la campagne de 1916 en Afrique orientale allemande. Dans le récit officiel, il s'agit de la première victoire belge. Elle permettra à Tombeur d'être anobli en 1926 et d'ajouter *de Tabora* à son patronyme

colonial de la Belgique, il s'agit à ses yeux d'intégrer dans les commémorations les « oubliés » de l'histoire⁹.

56. Deux mémoires distinctes se partagent ainsi l'espace public bruxellois et tentent d'exister, parallèlement, en marge des grandes manifestations publiques. La présence sur le territoire de la capitale de cette double mémoire coloniale, belge et congolaise, est d'autant plus intéressante qu'elle n'investit pas le même message dans la reconnaissance de l'apport du Congo lors du premier conflit mondial, et organise par conséquent des commémorations indépendantes les unes des autres.



Figure 7. Les noms de Tabora et Mahengé sont souvent associés, car ils rappellent deux victoires importantes des troupes coloniales belges durant la Première Guerre mondiale. Commémorations au Square Riga. Source : J. Goovaerts, 11 novembre 2014.

2.3. Les vestiges patrimoniaux directs et indirects de 14-18

57. Au premier regard, le nombre de bâtiments bruxellois ayant un lien direct avec la Première Guerre mondiale est limité. Parmi ceux-ci, un exemple emblématique reste sans nul doute le « bâtiment A » de l'Université libre de Bruxelles sur le campus du Solbosch à front de l'actuelle avenue Franklin Roosevelt. Son lien avec le premier conflit mondial est double : d'une part sa construction (1924) a été financée par les des fonds américains à travers la *Commission for Relief in Belgium Educational Foundation*, d'autre part les financiers imposèrent des façades construites en « style national »¹⁰. D'autres bâtiments profitèrent également des fonds des programmes de reconstruction comme par exemple l'hôpital Saint-Pierre.

58. Dans une série d'édifices existant, on inséra aussi des références matérielles à la Première Guerre mondiale. C'est le cas par exemple de deux vitraux placés en 1920 dans l'église du Sablon en mémoire aux personnes tuées pendant le conflit et représentant les combattants ainsi que les souverains belges [*Le Patrimoine monumental de la Belgique. Bruxelles/1C*, 1994 : 281-282]. Des vitraux similaires, portant leur nombre total à huit en région bruxelloise [van Ypersele, Debruyne & Kesteloot, 2014 : 296], seront introduits dans plusieurs églises et bâtiments civils en référence au patriotisme, au combat contre l'occupant ou encore à la protection des victimes sur base de scènes de la Bible ou de vies de saints.

59. Pour leur part, les forces armées changèrent le nom de certaines casernes bruxelloises en hommage à des personnalités et événements liés à la guerre [Mihail, 2010 : 30-31].

60. Le souvenir matériel de la Première Guerre mondiale n'est toutefois pas circonscrit à la construction, à l'aménagement ou aux nouveaux noms de bâtiments bruxellois spécifiques. Il s'inscrit aussi dans le développement et le renouvellement du tissu urbain, du fait des destructions matérielles causées par la guerre et de l'arrivée de nombreux réfugiés qui y augmentèrent la pression démographique. Ainsi des

⁹ Voir les liens : http://www.bel-memorial.org/cities/bruxelles-brussel/schaerbeek/schaerbeek_mon_troupes_afrique.htm et www.congo-1960.be/Agenda2014-18septembre-craoca.docx

¹⁰ http://www.irismonument.be/fr.Bruxelles-Extensions_Sud.html

194 250 bâtiments sis en 2014 sur le territoire de la région bruxelloise, 53 146 (soit 27,36 %) datent de l'Entre-deux-guerres [SPF Economie - Statistics Belgium¹¹]. Au-delà de ces chiffres, il faut noter que, dès la fin de la Première Guerre mondiale, les débats d'avant 1914 sur la qualité des habitations, reprirent de plus belle [Van den Eeckhout, 2010]. L'intérêt porté à cette thématique ne doit pas surprendre : à Bruxelles comme dans d'autres grandes villes, les habitations des quartiers populaires étaient souvent surpeuplées [Van den Eeckhout, 2011 : 95-96].

61. Dès lors, l'expérimentation de nouvelles formes de logement imaginées avant la guerre fut poursuivie et étendue. Le modèle de la cité-jardin, qui avait commencé à se propager à partir de la fin du 19^e siècle, en constitue un des exemples les plus emblématiques [Vandermotten, 2014 : 158]. Il marque encore le paysage actuel de la capitale puisque Bruxelles compte 26 cités-jardins (il s'agit souvent de zones résidentielles plutôt que de quartiers séparés) réparties sur 10 communes. Elles s'inscrivent dans une vision fonctionnaliste de la planification urbaine qui divise la ville en zones séparées ayant chacune leurs rôles propres. En construisant les maisons de ces cités sur un même plan de base, on réduisait fortement les coûts tout en s'assurant du respect de certaines exigences minimales : une douche, un petit débarras ou encore un potager permettant aux habitants de s'occuper utilement et de faire quelques économies [Dessouroux, 2008 : 89-91].

62. Le manque de moyens et la pression démographique constante conduisirent cependant les architectes et les autorités locales à envisager des pistes nouvelles dont celle des tours d'habitations qui, pour la première fois, furent imaginées par Victor Bourgeois dans ses visions d'avenir pour Bruxelles (1920-1930). Les destructions et les bouleversements économiques induits par la guerre vont en outre graduellement pousser la bourgeoisie bruxelloise à adopter la vie en appartements. La loi sur la copropriété adoptée en 1924 et le coût croissant de l'entretien des grandes habitations, associés à la crise de la domesticité, à la disparition progressive des familles nombreuses et à la diffusion d'innovations techniques telles que l'ascenseur rendirent ce mode de vie collectif plus concevable pour les classes aisées établies à Bruxel-

les, notamment à partir des années 1930 où plusieurs immeubles de luxe voient le jour [Dessouroux, 2008 : 92]. Le modèle pavillonnaire restera cependant prisé, principalement dans les faubourgs en voie d'urbanisation où le coût du terrain le permettait encore.

63. Loin des monuments traditionnels, ces nouvelles formes de bâti observables dans l'espace urbain bruxellois sont donc autant de traces directes ou indirectes de la Première Guerre mondiale qui permettent une autre lecture historique de la ville contemporaine.

2.3.1. Une expérience pédagogique originale ?

64. A une époque où l'on cherche de plus en plus de lieux d'apprentissage sortant de l'ordinaire (et notamment de l'école elle-même) pour mettre à l'honneur de nouvelles manières d'acquérir des connaissances mais aussi des savoir-faire et des savoir-être, la ville elle-même peut servir de lieu d'étude intéressant. Bruxelles offre de ce point de vue pléthore de possibilités qui restent sous-exploitées, faute de matériel pédagogique innovant.

65. Quelques projets-pilotes existent pourtant comme les *Classes du Patrimoine & de la Citoyenneté* portées par la Région de Bruxelles-Capitale et qui ont pour objectif de sensibiliser les élèves au patrimoine immobilier. Pour aborder avec un public scolaire les événements de la Grande Guerre dans ses composantes spécifiques à Bruxelles, ces Classes du Patrimoine ont développé un parcours interactif dans le centre de la ville jalonné par une série de lieux et monuments liés à douze thématiques sur la guerre. On y évoque des thèmes aussi divers que « *la faim, la répression, les actes de résistance passive et active, la presse, la mode féminine, la récupération symbolique du haut de la ville par les Allemands, la vie culturelle avant et pendant la guerre, le rôle d'Albert I^{er}, du bourgmestre Adolphe Max, du cardinal Mercier et les conséquences de la guerre* »¹².

66. L'originalité de cette approche consiste notamment à capter l'attention des élèves en évoquant des bâtiments dont la fonction est généralement associée à d'autres thématiques. Ainsi par exemple le Pa-

¹¹ http://statbel.fgov.be/fr/binaries/FR_gebouwenpark_statbel_151020_162846_tcm326-255267.xls

¹² Présentation du parcours sur le site des Classes du Patrimoine : « 14-18. Bruxelles, ville occupée » http://www.classesdupatrimoine.be/fr/animation_14_18.

lais Royal, permet d'évoquer l'organisation des hôpitaux (environ 1100 lits y furent installés au début de la guerre) ; la cathédrale Saint Michel et Gudule et l'hôtel de ville servent de base à une présentation de la résistance passive de personnalités comme le cardinal Mercier et le bourgmestre Adolphe Max ; la colonne du Congrès et la statue de Gabrielle Petit font référence aux victimes civiles et au patriotisme etc. Les différents membres de la résistance civile ayant un lien avec Bruxelles - Gabrielle Petit mais aussi Edith Cavell, Philippe Baucq - s'intègrent ainsi dans un panthéon national de personnalités dont les vies sont exposées aux élèves. A ce propos, on consultera aussi les recherches réalisées sur l'évolution du contenu des manuels scolaires d'histoire depuis cent ans et sur le traitement de ces « héros » [cf. Béchet, 2009; Hens, 2015].

67. Un siècle après le lancement des premières initiatives autour des commémorations officielles de la Première Guerre mondiale, on retrouve donc toujours les mêmes figures dans les projets commémoratifs et patrimoniaux, bien qu'il soit difficile de connaître la manière effective dont ces figures, lieux, événements et processus historiques sont utilisés par les professeurs pour transmettre certaines valeurs ainsi que l'impact concret de ces visites sur les élèves et leurs perceptions collectives. Tout au plus certains chercheurs [Kavadias, 2004] ont-ils démontré l'importance des compétences transmises par les enseignants aux enfants durant de telles visites extérieures (savoir-faire, savoir-être et compétences citoyennes), par rapport au contenu et aux savoirs offerts en tant que tels.¹³

3. Quelques traces immatérielles moins connues

68. Quand on évoque l'impact de la Première Guerre mondiale sur les transitions sociales, on fait souvent référence aux changements du système électoral et aux comportements politiques qui y sont liés ou encore au statut des femmes [Cf. Gubin & de Smaele, 2015 ; Jacques & Piette, 2005 : 171-182] plus rarement à d'autres domaines qui intègrent une perspective urbaine. Pourtant les exemples ne manquent

pas : la Première Guerre mondiale a en quelque sorte servi de laboratoire engendrant des innovations techniques, médicales, organisationnelles qui sont toujours profondément inscrites dans la réalité bruxelloise d'aujourd'hui. Nous en présentons ci-dessous quelques exemples.

3.1. « L'autre guerre » : la santé publique

69. Les victimes de la guerre ne se trouvent pas exclusivement sur le front, nombres d'entre-elles furent touchées par ce que l'on appellera l'« ennemi invisible » : "...civil and military authorities were faced with the daunting challenge of waging war on disease at the same time as they waged war on the enemy". Le défi fut tel que l'on n'hésita pas à parler de l'« autre guerre » [Rollet, 1999 : 421]. Il ne s'agissait pas seulement de lutter contre les maladies. Les soins de santé pour les mères et les enfants devinrent partout une priorité. Ce fut aussi le cas en Belgique et en particulier à Bruxelles où un réseau très dense d'associations se mit en place pour améliorer la santé des jeunes enfants. Les résultats furent impressionnants puisqu'en 1918 le risque de mortalité pour un enfant d'un an était même moins élevé qu'avant le début du conflit. L'Œuvre nationale de l'enfance (ONE) créée en 1919 profitera de cette expérience acquise durant le conflit. Son travail de suivi actuel constitue la prolongation directe des premières consultations de nourrissons initiées entre 1914 et 1918. [Majerus, 2005 : 70 ; Jaumain, Majerus, Amara, Vrints (eds), 2005 : 157-182].

70. Toujours dans le domaine de la santé, la Première Guerre mondiale révéla aussi la figure d'un médecin dont de multiples traces sont encore très présentes dans l'espace bruxellois même si sa renommée s'est principalement bâtie sur le front : Antoine Depage. Le nom de ce professeur de la faculté de médecine de l'ULB qui dirigea l'hôpital militaire de l'Océan à la Panne entre 1914 et 1918, est associé aujourd'hui à une clinique de Saint-Gilles tout comme à l'une des cinq ailes du centre hospitalier universitaire Brugmann de Laeken. Un monument en bronze, au coin de la place Georges Brugmann et de la rue Stallaert, à Ixelles lui rend également hommage ainsi que le nom d'une avenue

¹³ Cette thématique sera développée dans la Note de Synthèse BSI sur les politiques mémorielles liées au centenaire de la Première Guerre mondiale (à paraître en 2017).

longeant le campus du Solbosch de l'Université libre de Bruxelles [Jaumain (ed.), 2013 : 256].

71. Au-delà de ces traces matérielles bien connues dans le paysage de la capitale, on ajoutera que son expérience de médecine de guerre à l'Hôpital de l'Océan permit au docteur Depage de développer de nouvelles techniques de prise en charge des blessés qui aboutirent à la définition d'un modèle innovant de gestion hospitalière. L'hôpital Saint-Pierre, inauguré en 1935 mais dont la construction fut décidée en 1920 grâce à un financement de la Fondation Rockefeller, constitue la mise en application de ces nouveaux principes de gestion expérimentés par Depage durant la guerre et inspirés par les méthodes déjà pratiquées aux États-Unis. Saint-Pierre sera tout à la fois un établissement à la pointe de la modernité et axé sur l'enseignement pratique. Pour la première fois en Belgique, un hôpital sera ainsi organisé par « spécialités », disposant chacune d'une consultation et de lits d'hospitalisation spécifiques. Son architecture fut pensée pour optimiser la communication et une coopération constante entre praticiens de différentes disciplines. La proximité entre laboratoires et clinique devait former « *une cité où s'entraîd[ai]ent la science et l'expérience recueillie au chevet des malades* »¹⁴.

3.2. La réorganisation de la police bruxelloise

72. On le sait moins l'expérience de la Première Guerre mondiale laissa aussi à Bruxelles de nombreuses traces (qui se perpétuent jusqu'à aujourd'hui) dans l'organisation de la police.

73. En 1915, l'Américain Raymond B. Fosdick publiait le résultat d'une enquête menée en Europe deux ans plus tôt, à la demande du *Bureau of Social Hygiene* créé à l'instigation de John D. Rockefeller Jr, sur les différents systèmes policiers européens. Le moins qu'on puisse dire c'est que la capitale belge ne lui avait pas fait grande impression : « *La police à Bruxelles est relativement petite et insignifiante, parce que l'opportunité de constituer un seul corps pour l'agglomération n'a jamais été saisie* » [Fosdick, 1915], écrit-il. S'il semblait donc avoir bien compris l'éclatement de l'agglomération en seize communes (à l'époque) et en autant de corps de police, il n'évoque toutefois pas une

complexité supplémentaire : le fait que ces derniers partageaient leurs missions de police administrative et judiciaire avec une gendarmerie nationale présente dans la plupart des communes, et accessoirement avec une poignée de gardes champêtres. Ce système va connaître une remise en question brutale lors de l'invasion allemande du 4 août 1914.

74. L'occupation allemande questionne en effet l'efficacité de la police dans deux domaines-clés : la police judiciaire et le maintien de l'ordre. En ce qui concerne la première, la magistrature a toujours reproché à la police son manque de connaissance des techniques d'investigation, comme par exemple pour le prélèvement d'empreintes judiciaires. Auréolée du prestige d'avoir bravé les Allemands en décrétant une grève judiciaire en 1918, la magistrature en profite pour mettre en avant ses exigences dès la libération. Grâce à l'action du ministre (bruxellois) Emile Vandervelde, une loi est ainsi votée en 1919 instituant un nouveau corps de police spécialisé : la police judiciaire près les parquets. Dans le domaine du maintien de l'ordre, c'est l'autorité allemande qui pousse d'abord la police bruxelloise à se doter d'outils plus performants. Au printemps 1917, elle instaure une sorte de brigade mobile au sein de la direction centrale, la « permanence centrale », qui rassemble une quarantaine d'agents disposant, pour la première fois, d'un camion pour leurs interventions. La police n'aura toutefois l'occasion de faire ses preuves que lors des dernières semaines de la guerre, lorsque le contexte social devient propice aux débordements : arrivée massive de réfugiés du nord de la France, période trouble du *Soldatenrat*, pillage des dépôts allemands par les soldats eux-mêmes, etc. Il faut l'instauration de l'état de siège, le 17 novembre 1918, et l'intervention de la cavalerie militaire belge pour que le calme revienne progressivement, la police communale elle-même ne disposant pas d'hommes et de moyens suffisants pour maintenir l'ordre dans la capitale. Dans les mois qui suivent, la gendarmerie sera réorganisée pour devenir la principale force de maintien de l'ordre dans le pays. La constitution de forces mobiles dévolues à cette mission, amorcée avant le conflit, se poursuivra avec la constitution d'une légion mobile à Bruxelles. Un monument situé boulevard Général Jacques (et réalisé par Eugène De Bremaecker, 1921) rappelle la nature double de la gendarmerie qui

¹⁴ <http://www.stpierre-bru.be/fr/hopital/histoire.html>

perdura jusqu'à la réforme des polices de 2001, police de statut militaire, qui met en avant son expérience de guerre pour exiger davantage de moyens, mais aussi un renforcement de ses tâches [voir Campion, 2013].

3.3. La postérité du « Grand Bruxelles »

75. Aujourd'hui Bruxelles est souvent décrite comme une ville fragmentée [De Bruycker, 1999] du fait notamment de l'existence sur le territoire de la région de Bruxelles-Capitale de 19 communes présentes dans certains discours politiques comme autant de baronies.

76. Bien qu'il existait déjà des pratiques de concertation entre les communes bruxelloises avant 1914 (cfr *infra*) et que celles-ci se sont poursuivies par la suite, la Première Guerre mondiale (tout comme la Seconde) conduit l'occupant à leur imposer une gestion concertée dont les édiles francophones bruxellois ne voulaient pas. La question de la fusion des communes – tentée partiellement pendant les deux guerres sous le label du « Grand Bruxelles » – deviendra ensuite l'enjeu d'importantes tensions politico-linguistiques [Kesteloot, 2003].

77. Dès son arrivée à Bruxelles, le 20 août 1914, l'état-major de l'armée allemande entame des pourparlers avec le bourgmestre de Bruxelles-Ville. L'occupant fait comprendre qu'il ne traitera qu'avec le seul bourgmestre de Bruxelles-Ville, à charge pour ce dernier de transmettre les injonctions et les communications à ses homologues des autres communes bruxelloises. Pour ce faire, le bourgmestre de Bruxelles recourt logiquement à l'instance mise en place depuis 1874 : la Conférence des Bourgmestres, une structure informelle permettant aux bourgmestres bruxellois de débattre des questions d'intérêt commun, dépassant le seul territoire de leur commune. Jusque-là les décisions de cette Conférence avaient tout au plus valeur d'avis ou de recommandations que chacun se chargeait de faire adopter par son conseil communal. Présidée par le bourgmestre de Bruxelles-Ville – ce sera le cas jusqu'en 1973 [Vaesen, 2008] -, la Conférence réunissait initialement les communes bruxelloises limitrophes de Bruxelles-Ville. En 1912, ce critère est remplacé par celui de la « continuité des habitants », ou en d'autres mots d'une « urbanisation continue ».

78. Entre 1914 et 1918, la Conférence se réunit à 93 reprises, soit près de deux fois par mois. A travers la lecture de ses débats, on mesure les rapports de force, le mode de fonctionnement ainsi que l'étendue des problèmes que les autorités locales eurent soudain à gérer. Les circonstances de la guerre offrent donc au bourgmestre de Bruxelles et – *de facto* – à la Conférence des Bourgmestres, une reconnaissance et une légitimité qu'ils n'avaient encore jamais eues. Comme le relèvent des contemporains, « *les circonstances ont conféré, en fait, à M. Max, une sorte de pouvoir dictatorial et, sous la pression des circonstances, il s'est produit entre toutes les communes de l'agglomération bruxelloise une sorte de fusion administrative accidentelle qui, en tout autre temps, eut soulevé mille objections et oppositions* » [Gille, Ooms, Delandsheere, 1919 : 24].

79. Malgré cette volonté de centralisation, les Allemands traiteront également certaines questions de manière directe avec les communes, comme par exemple lorsqu'il s'agit d'exiger la remise de données qu'elles conservent de manière distincte. On peut d'ailleurs se demander si les autorités allemandes n'ont pas pratiqué une double politique : centralisée dans la plupart des cas mais locale lorsqu'elles en escomptaient un meilleur rendement. Les discussions entre les autorités locales et l'adoption d'une position identique, pouvaient permettre aux communes de se montrer plus intransigeantes conduisant alors parfois l'occupant à mener une stratégie de division des bourgmestres bruxellois.

80. A l'opposé des matières financières où les édiles de l'agglomération ne présentent pas toujours un front uni, la question linguistique leur offre l'occasion d'adopter une position ferme et commune face aux exigences de l'occupant et aux projets des activistes flamands. Dès janvier 1915, une « commission des affaires flamandes » est créée par l'occupant. Ses interventions dans la capitale se multiplient pour assurer le respect de la législation en matière d'emploi des langues dans l'administration et surtout sur le plan scolaire. Au fil des mois, la pression se fait plus forte et toutes les communes du Grand-Bruxelles – l'elles exceptée – sont déclarées « communes flamandes » en vertu de l'ordonnance du 15 novembre 1916 portant sur des dispositions relatives à l'organisation de la Belgique en trois zones administratives (l'allemande, la flamande et la wallonne). Enfin, le 21 mars 1917, la pro-

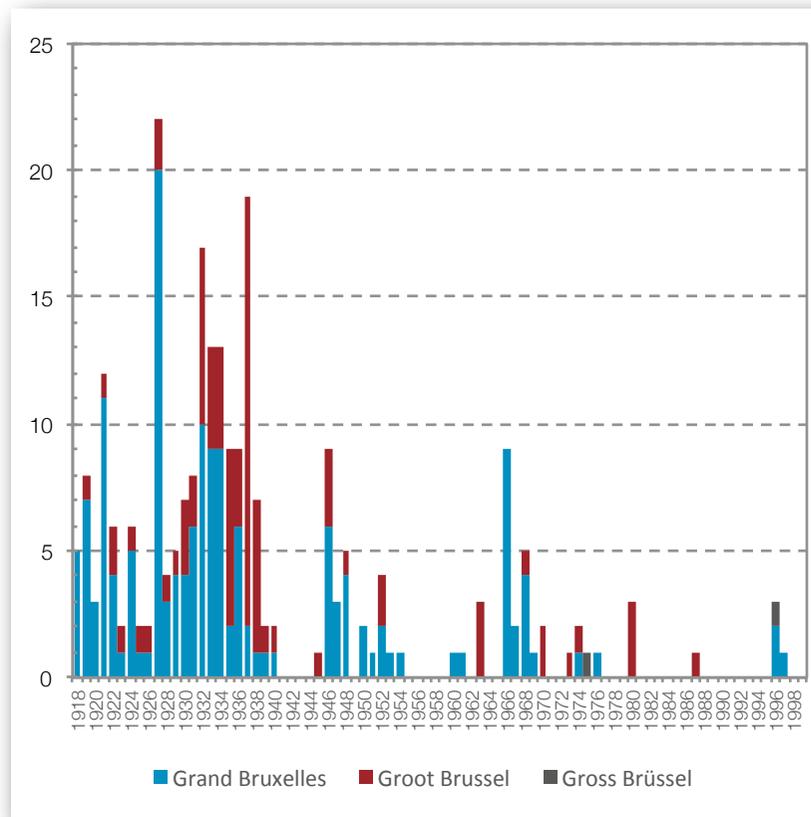


Figure 8. Les interventions mentionnant le « Grand Bruxelles » (en trois langues) à la Chambre des Représentants entre 1918 et 1999. Elles recouvrent toutefois des réalités différentes : dans certains cas l'expression est utilisée en référence à une définition territoriale de Bruxelles et de sa banlieue, dans d'autres cas, il s'agit de discussions relatives à l'extension territoriale ou à une réorganisation administrative interne. Le graphique montre toutefois que le sujet continua à être régulièrement abordé pendant l'Entre-deux-guerres et de manière moindre après la Seconde Guerre mondiale. Source : www.plenum.be.

clamation de la séparation administrative réunit Bruxelles à la Flandre. Les bourgmestres bruxellois protestent collectivement face à ces décisions, une démarche qu'ils réitèrent lors de la promulgation de l'indépendance de la Flandre par le « Raad van Vlaanderen ». De toute évidence, la question linguistique est clairement celle où le réflexe patriotique des édiles bruxellois est poussé le plus loin.

81. A l'heure où la guerre se poursuit sur le front de l'Yser, la Conférence des Bourgmestres tente donc de maintenir l'image d'une société bruxelloise unie face à l'occupant grâce à un réel sentiment de solidarité développé au-delà des divergences politiques.

82. Les pratiques mises en place entre 1914 et 1918 laissèrent des traces dans les esprits. Ainsi après sa libération, Adolphe Max tenta de profiter de la dynamique instaurée pour remettre à l'ordre du jour un vieux rêve : la réunion de Bruxelles et de ses faubourgs. Le débat resta d'actualité pour se clore provisoirement par l'annexion des communes de Laeken, de Neder-over-Heembeek et de Haren à la Ville de Bruxelles en 1921.

83. Si par la suite, il n'est plus question de créer un « Grand Bruxelles », on continue néanmoins à réfléchir à la notion d'agglomération bruxelloise, à ses limites et aux compétences qu'une telle instance pourrait exercer. Le débat ressurgit à plusieurs reprises durant l'Entre-deux-guerres [De Groof, 2003] puis dans le contexte de la seconde occupation lorsque, de mai 1940 à septembre 1942, la Conférence des Bourgmestres est en effet à nouveau amenée à jouer un rôle majeur lorsque les Allemands choisissent de ne traiter qu'avec le seul bourgmestre de Bruxelles. Une fois encore, les autorités locales se retrouvent très seules face à l'occupant qui, en septembre 1942, ira beaucoup plus loin que lors du premier conflit mondial en instaurant un « Grand Bruxelles ». Les bourgmestres traditionnels sont démis au bénéfice d'un bourgmestre de l'ordre nouveau apparenté au VNV et, plus encore qu'en 1914, l'occupation est marquée par la volonté de flandriser de la capitale.

84. Après la Seconde Guerre mondiale, la thématique revient plus rarement dans les discussions politiques à l'exception de quelques périodes particulières : dans l'immédiat après-guerre, pour évoquer la collaboration avec les forces allemandes d'occupation puis, dans les

années 1960, lorsque l'extension territoriale de Bruxelles est à nouveau à l'agenda politique. Certains y voient en effet l'échelle politico-administrative idéale pour assurer la gestion de Bruxelles. En 1976 cependant, dans le cadre du grand mouvement de fusion des communes [De Ceuninck, 2009], seule Bruxelles y « échappe » et conserve ses 19 communes. Il est clair que l'instauration du « Grand Bruxelles » – allemand et flamand – pendant les deux guerres mondiales a eu un impact sur ce rejet de toute idée de fusion, jouant clairement le rôle de repoussoir.

85. De nouvelles références au « Grand Bruxelles » réapparaissent dans les années 1990 dans le cadre des discussions sur l'extension territoriale de Bruxelles avec en point de mire les communes à facilités. Plus récemment le terme sera encore employé à propos de la coopération entre les 19 communes bruxelloises et les communes périphériques avant que l'expression de « Communauté métropolitaine de Bruxelles » ne soit mentionnée dans le paquet des mesures votées lors de la sixième réforme de l'Etat pour créer un outil de coopération dans un certain nombre de domaines comme la mobilité [Van Wynsberghe, 2013].

Conclusion

86. Cette note de synthèse constitue une première tentative de dresser un inventaire des héritages matériels et immatériels de la Première guerre mondiale à Bruxelles.

87. Plus de cent ans après le déclenchement du conflit, cet événement historique exceptionnel a laissé de multiples traces dans les rues, les édifices et l'imaginaire collectif des habitants de l'unique capitale européenne occupée durant 14-18.

88. C'est d'abord la multiplicité des acteurs impliqués dans la mémoire de la guerre à Bruxelles qui frappe l'observateur : Etat fédéral, région, communautés, communes, organismes parapublics, associations privées, universités ou simples curieux, chacun se penche sur cette période selon ses intérêts propres, produisant quantité d'informa-

tions sous de multiples formes (publications, expositions, conférences, cérémonies...).

89. Si ce foisonnement illustre une curiosité manifeste pour la Première Guerre mondiale, la connaissance historique de la réalité bruxelloise pendant cette période reste encore trop parcellaire. Face à une approche thématique et géographique éclatée, une synthèse globale de l'expérience de guerre dans l'ensemble de l'agglomération bruxelloise fait toujours défaut. Les éléments d'analyse esquissés dans cette note sur la démographie bruxelloise, sur le flou entourant le nombre de victimes bruxelloises du conflit, sur les relations entre le Pentagone et sa périphérie ou encore sur les interactions entre espaces déjà urbanisés et campagnes environnantes - pour ne citer que quelques exemples - démontrent l'existence de vastes champs d'investigation à peine effleurés par la recherche.

90. Les traces matérielles et immatérielles de la Première Guerre mondiale à Bruxelles nous interrogent aussi sur le rôle de l'historien dans la connaissance du passé, sur la transmission et la (ré)écriture de celui-ci par des générations suivantes lorsque les témoins directs de l'événement ont disparu. En réalité, les regards contemporains - divers, partiels et spécifiques - posés sur les vestiges de la Grande Guerre à Bruxelles nous en disent sans doute plus sur les enjeux sociétaux urbains actuels que sur les faits qui se sont déroulés durant quatre années dans la capitale belge. Le relatif oubli des nombreux réfugiés et déportés bruxellois tout comme les mémoires multiples et conflictuelles sur l'action des troupes coloniales durant la guerre méritent par exemple d'être questionnés.

91. Quels éléments motivent aujourd'hui les références et l'utilisation de l'histoire de la Première Guerre mondiale ? Qu'en retient-on encore ? Et surtout, pour faire quoi ? Il est intéressant de noter qu'un siècle après ces événements, alors que la recherche scientifique s'intéresse depuis plusieurs décennies déjà à une approche du conflit « par le bas », le panthéon classique des héros nationaux, inscrit sur les plaques de nos rues ou gravés dans la pierre (le roi Albert, Adolphe Max, Gabrielle Petit, le cardinal Mercier...) constitue toujours une porte privilégiée pour faire découvrir ce passé au grand public, et plus particulièrement aux écoliers.

92. Pour la première fois depuis sa création en 1989, la Région de Bruxelles-Capitale s'inscrit dans un grand événement commémoratif qui ne s'attache pas uniquement à son rôle de capitale nationale. Progressivement, à l'instar des autres Régions, une politique patrimoniale et mémorielle s'y est mise en place. Le Centenaire de la Grande Guerre constitue à cet égard un moment-clé. Pour Bruxelles, il s'agit de mettre en évidence une approche spécifique – l'expérience d'une capitale occupée – sans pour autant accaparer seule le champ commémoratif, puisque d'autres entités et niveaux de pouvoir entendent également être présents.

93. On peut s'interroger sur le dynamisme de cette commémoration sur le long terme. Sans conteste, l'année 1914 a été un « pic » mémoriel, à Bruxelles comme ailleurs. Il est plus que probable qu'il en sera de même en 2018. Bruxelles a d'ailleurs déjà été choisie par le gouvernement fédéral pour être le lieu où sera célébrée officiellement la fin de la guerre.

94. Il est encore trop tôt pour tirer un bilan mais la manière dont la Région de Bruxelles aura appréhendé ces événements méritera une étude particulière. Il faudra s'interroger sur la part spécifiquement bruxelloise du passé commémoré. En d'autres termes, a-t-on fait droit à « l'expérience de guerre » bruxelloise – celle d'une ville occupée, qui n'a pas connu de combats, tandis que ses hommes mobilisés ou engagés se battaient au loin ? Ou, au contraire, a-t-on commémoré la Grande Guerre en général, voire la Grande Guerre sur le territoire belge, sans s'arrêter à Bruxelles ? Les réponses à ces questions seront certainement nuancées.

95. Enfin, il apparaît déjà clairement que c'est moins le passé comme objet de connaissance qui est à l'ordre du jour de ce Centenaire que la mise en évidence de valeurs qui font sens dans la société d'aujourd'hui : la défense de la liberté, de la solidarité, de la démocratie... Il s'agit de montrer l' « expérience de guerre » vécue par des civils et de soldats de toutes origines qui se sont retrouvés sur le sol belge. En d'autres termes, s'impose l'idée d'un passé comme outil de cohésion et comme levier d'intégration, d'un passé qui peut s'adresser à tous : le Bruxellois d'ici et d'ailleurs, le passionné d'histoire, l'amateur de tourisme de mémoire, l'allochtone, l'expatrié, le touriste d'un jour...

Bibliographie

- AMARA, M., 2008. *Des Belges à l'épreuve de l'exil. Les réfugiés de la Première Guerre mondiale en France, en Angleterre et aux Pays-Bas*. Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles.
- AMARA, M., 2010. Des exilés à l'heure du retour. Les réfugiés en Belgique à la fin de la Première Guerre mondiale (1918-1919). In : P.-A. TALLIER et P. NEFORS (ed.), *Quand les canons se taisent*. Bruxelles : Archives Générales du Royaume, pp. 211-223.
- BAR-TAL, D., CHERNYAK-CHAI, L., SCHORI, N., & GUNDAR, A., 2009. A sense of selfperceived collective victimhood in intractable conflicts. In : *International Review of the Red Cross*, 91, pp. 229–258.
- BECHET, C., 2009. La révision pacifiste des manuels scolaires. Les enjeux de la mémoire de la guerre 14-18 dans l'enseignement belge de l'Entre-deux-guerres. In : *Cahier d'Histoire du Temps présent*, 2009. N° 20, pp. 49-101.
- BENVINDO, B., MAJERUS, B. & VRINTS, A., 2014. La Grande Guerre des historiens belges, 1914-2014. In : *Revue belge d'histoire contemporaine*. 2014. Vol. 2-3, pp. 170-196.
- BERTRAND, L., 1919. *Schaerbeek pendant la guerre 1914-1918*. Bruxelles : Decherne.
- BOST, M. & KESTELOOT, C., 2014. *Les commémorations du centenaire de la Première Guerre mondiale*. Bruxelles : Courrier hebdomadaire du CRISP, n°2235-2236.
- BROSENS, G., 2013. *Congo aan den Yzer. De 32 Congolese soldaten van het Belgisch leger in de eerste Wereldoorlog*. Antwerpen : Man-teau.
- CATHERINE, L., 2013. *Loopgraven in Afrika (1914-1918). De vergeten oorlog van de Congolezen tegen de Duitsers*. Antwerpen : EPO.
- CLAISSE, S., 2000. Le déporté de la Grande Guerre : un « héros » controversé. Le cas de quelques communes du Sud Luxembourg

- belge. In : *Cahiers d'Histoire du Temps présent*. 2000. N°7, pp. 142-143.
- CLAISSE, S., 2013. *Du soldat inconnu aux monuments commémoratifs belges de la guerre 14-18*. Bruxelles : Académie Royale de Belgique.
- DE BRUYCKER, P., 1999. Le défi de l'unité bruxelloise. In : WITTE, E., ALEN, A., DUMONT, H. & ERGEC, R. (eds.), *Het statuut van Brussel / Bruxelles et son statut*. Bruxelles : De Boeck-Larcier, pp. 465-472.
- DE CEUNINCK, K., 2009. *Politieke besluitvorming in België over de fusies van 1976*. Thèse de doctorat en sciences politiques. Gand : Universiteit Gent.
- DE GROOF, R., 2003. De kwestie Groot-Brussel en de politieke metro-polisering van de hoofdstad (1830-1940). Een analyse van de besluitvorming en de politiek-institutionele aspecten van de voorstellen tot hereniging, annexatie, fusie, federatie en districtvorming van Brussel en zijn voorsteden. In: WITTE, E. (ed.), *De Brusselse negentien gemeenten en het Brussels model*. Bruxelles/Gand : De Boeck - Larcier, pp. 3-55.
- DELPLANCQ, T., 2001. Une chasse aux « oisifs ». Les déportations de civils à Bruxelles en 1917. In : DAELEMANS, F., VANRIE, A., (ed.), *Bruxelles et la vie urbaine. Archives – art – histoire. Recueil d'articles dédiés à la mémoire d'Arlette Smolar-Meynart (1938-2000)*. Bruxelles : Archives et Bibliothèques de Belgique, pp. 524-534.
- DE SCHAEPPDRIJVER, S., 2005. An outsider "inside" : the occupation diary of Georges Eekhoud. In: JAUMAIN, S. (ed.), *Une guerre totale ? La Belgique dans la Première Guerre mondiale, nouvelles tendances de la recherche historique*. Bruxelles : Archives Générales du Royaume, pp. 79-96.
- DE SCHAEPPDRIJVER, S., 2010. Vile times. Belgian interwar literature and the German occupation of 1914-1918. In : TALLIER, P.-A. & NEFORS, P. (ed.), *When the guns fall silent. Proceedings of the international colloquium (Brussels, 3-6 November 2008)*. Bruxelles : Archives Générales du Royaume, pp. 535-554.
- DE SCHAEPPDRIJVER, S., 2015. *Gabrielle Petit: The Death and life of a female spy in the First World War*. Londres : Bloomsbury.
- DESSOUROUX, C., 2008. *Espaces partagés, espaces disputés : Bruxelles, une capitale et ses habitants*. Bruxelles : Région de Bruxelles-Capitale.
- DE VOS, L., SIMOENS, T., WARGNIER, D., BOSTYN, F., 2014. *14-18: oorlog in België*. Louvain : Davidsfonds.
- EGGERICKX, T., 2004. *La dynamique démographique et la transition de la fécondité dans le bassin industriel de la Région de Charleroi de 1831 à 1910*. Bruxelles : Académie royale de Belgique.
- EGGERICKX, T., 2014. L'impact démographique de la Première Guerre mondiale. Tendances générales et diversités spatiales. In : HASQUIN, H. (ed.), *La bataille de Charleroi. 100 ans après*. Bruxelles : Académie Royale de Belgique, pp. 105-135.
- Fabrique d'art. La Compagnie des Bronzes de Bruxelles (1854-1979). Les Cahiers de la Fonderie*, 2004. N° 28-29. Bruxelles : La Fonderie.
- FARON, O., 2002. Guerre(s) et démographie historique. In : *Annales de Démographie Historique*, 2002. N°1, pp. 5-9.
- FERGUSON, N., 1998. *The Pity of War: Explaining World War I*. Londres : The Penguin Press.
- FESTY, P., 1984. Effets et répercussions de la Première Guerre mondiale sur la fécondité française. In : *Population*. 1984. N°6, pp. 977-1010.
- FOSDICK, R., 1915. *European Police Systems*. New York : The Century Co.
- FREJKA, T., SOBOTKA, T., 2008. Fertility in Europe: diverse, delayed and below replacement. In : *Demographic Research*. 2008. Vol. 19, pp. 15-46.
- FRICK, H., LYNEN, A., 1920. *Histoire de la commune de Saint-Josse-ten-Noode pendant la guerre mondiale et l'occupation allemande 1914-1918*. Bruxelles : A. Lesigne.

- GILLES, L., OOMS, A. & DELANDSHEERE, P., 1919. *Cinquante mois d'occupation allemande*. Bruxelles : Albert Dewit (4 vols).
- GUBIN, E. & DE SMAELE, H., 2015. *Femmes et hommes en guerre, 1914-1918*. Waterloo : Renaissance du Livre.
- HENS, T. (et al.), 2015. *Oorlog in tijden van vrede. De Eerste Wereldoorlog in de klas 1918-1940*. Kalmthout : Pelckmans.
- HORNE, J. N., & KRAMER, A., 2001. *German atrocities, 1914: a history of denial*. Yale University Press. (réed. française en 2011 : 1914. *Les atrocités allemandes*. Paris : Tallandier)
- JACQUES, C. & PIETTE, V., 2005. Une grande bataille : sauver l'enfance. In : JAUMAIN Serge, AMARA Michaël, MAJERUS Benoît & VRINTS Antoon (ed.), *Une guerre totale ? La Belgique dans la Première Guerre mondiale : Nouvelles tendances de la recherche historique...* Bruxelles : Archives Générales du Royaume, pp.157-182.
- JACOBS, M., 1995. "Zij, die vielen als helden..." *Cultuurhistorische analyse van de oorlogsgedenktekens van de twee wereldoorlogen in West-Vlaanderen*. Bruges : Provincie West-Vlaanderen.
- JANSENS, G., 2013. *De Grooten Oorlog in Brusselse straatliedjes uit 1914-1918*. Louvain : Acco.
- JAUMAIN, S. & PIETTE, V. (ed.), 2005. *L'humour s'en va-t-en guerre : Bruxelles et la caricature en 14-18*. Bruxelles : Archives de la Ville de Bruxelles.
- JAUMAIN, S., PIETTE, V. & PLUVINAGE, G., 2005. *14-18 : au jour le jour, une ville en guerre*. Bruxelles : Musées de la Ville de Bruxelles.
- JAUMAIN, S., AMARA, M., MAJERUS, B. & VRINTS, A. (ed.), 2005. *Une guerre totale? La Belgique dans la Première Guerre mondiale : Nouvelles tendances de la recherche historique...* Bruxelles : Archives Générales du Royaume.
- JAUMAIN, S. (ed.), 2013. *Dictionnaire d'histoire de Bruxelles*. Bruxelles : Prosopon éditions.
- KAVADIAS, D., 2004. Voltooid verleden tijd? Het verband tussen kennis over de nazi-genocide en democratische attitudes bij adolescenten in Brussel. In : *Res Publica*, 2004. N°4, pp.535-554.
- KESTELOOT, C. 2003. Le Grand-Bruxelles et les après-guerres. In : WITTE, E., ALLEN, A., DUMONT, H., VANDERNOOT, P. & DE GROOT, R. (ed.), *De Brusselse negentien gemeenten en het Brussels model / Les dix-neuf communes bruxelloises et le modèle bruxellois*. Bruxelles : Larcier, 2003, pp. 83-106.
- KESTELOOT, C., 2015. Brussels. In : DANIEL, U., GATRELL, P., JANZ, O., JONES, H. KEENE, J., KRAMER, A. & NASSON, B. (ed.), *1914-1918-online. International Encyclopedia of the First World War*, En ligne 30.06.2015. Disponible à l'adresse : www.1914-1918-online.net
- LEFEVRE, J., 2013. *Les enjeux politiques autour des commémorations de la Première Guerre mondiale*. Bruxelles : Institut Emile Vandervelde. Disponible à l'adresse : <http://www.iev.be>
- LEFEVRE, P. & LORETTE, J. (ed.), 1987. *La Belgique et la Première Guerre mondiale. Bibliographie*. Bruxelles : Musée Royal de l'Armée.
- LIU, J. H., GOLDSTEIN-HAWES, R., HILTON, D., HUANG, L. L., GASTARDO-CONACO, C., DRESLER-HAWKE, E., 2005. Social representations of events and people in world history across 12 cultures. In : *Journal of Cross-Cultural Psychology*. 2005. Vol.36 (2), pp.171-191.
- MAJERUS, B., 2005. La mort à Bruxelles, 1914-1918. In : *Cahiers d'Histoire du Temps Présent*. 2005. Vol. 15, pp. 65-81.
- MAJERUS, B. & SOUPART, Sven (ed.), 2006. *Journal de guerre de Paul Max : notes d'un Bruxellois pendant l'occupation (1914-1918)*. Bruxelles : Archives de la Ville de Bruxelles.
- MAJERUS, B., 2007. Occupations et logiques policières: la police bruxelloise en 1914-1918 et 1940-1945. Bruxelles : Académie royale de Belgique.
- MARTENS, M.(ed.), 1976. *Histoire de Bruxelles*. Toulouse : éd. universitaires Privat.

- MASUY-STROOBANT, G., 2007. Les enfants et la guerre. In : JAU-MAIN, S., AMARA, M., MAJERUS, B., VRINTS, A. (ed.), *Un guerre totale ? La Belgique dans la Première Guerre mondiale*. Bruxelles : Archives générales du Royaume, pp. 157-170.
- NATH, G. & VAN ALSTEIN, M., 2012. *14-18 van dichtbij. Inspiratiegids voor lokale projecten over de Grote Oorlog*. Louvain & Den Haag : Acco.
- MIHAIL, B., 2010. *Le patrimoine militaire*. Bruxelles : Région de Bruxelles-Capitale - coll. Bruxelles, Ville d'Art et d'Histoire, n°50.
- MIHAIL, B., 2014. Monuments aux morts et aux héros de la patrie. L'héritage commémoratif des deux guerres mondiales à Bruxelles, In : *Bruxelles Patrimoine*. 2014. N°11-12, pp. 76-101.
- Le Patrimoine monumental de la Belgique. Bruxelles/1C*, 1994. Bruxelles : Mardaga.
- PIRENNE, H., 1928. *La Belgique et la Guerre mondiale*. Paris : Presses universitaires de France.
- PROST, A. & WINTER, J., 2004. *Penser la Grande Guerre. Un essai d'historiographie*. Paris : Seuil.
- ROHRBASSER, J.-M. (ed.), 2014. *Bouleversements démographiques de la Grande Guerre*. Paris : Ined.
- ROLLET, C., 1999. The "other war" I: protecting public health - The 'other war'II: setbacks in public health. In : WINTER J., ROBERT J.-L., 2004. *Capital Cities at War. Paris, London, Berlin – 1914-1919*. Cambridge : Cambridge University Press, pp.421-486.
- SCHELLEKENS, J., VAN POPPEL, F., 2012. Marital fertility decline in the Netherlands; child mortality, real wages, and unemployment, 1860-1939. In : *Demography*. 2012. Vol. 49 (3), pp. 965-988.
- SCHOLLIERS, P., DAELEMANS, F., 1988. Standards of living and standards of health in wartime Belgium. In : WALL R. & WINTER J. (ed.), *The upheaval of war. Family, work and welfare in Europe, 1914-1918*. Cambridge : Cambridge University Press, pp. 139-158.
- SCHOLLIERS, P., 1978. Koopkracht en indexkoppeling. De Brusselse levensstandaard tijdens en na de eerste wereldoorlog, 1914-1925, In : *Revue belge d'histoire contemporaine*. 1978. Vol. 3-4, pp. 333-380.
- SIEBEN, L. 1988. De novemberdagen van 1918 te Brussel: revolutie en ordehandhaving. In LEFÈVRE P. & DE GRUYSE P. (ed.), *De Brialmont à l'Union de l'Europe occidentale : mélanges d'histoire militaire offerts à Albert Duchesne, Jean Lorette et Jean-Léon Charles*. Bruxelles : Musée royal de l'Armée, pp. 155-176.
- SMOLAR-MEYNAERT, A. (ed.), 1989. *La région de Bruxelles. Des villages d'autrefois à la ville d'aujourd'hui*. Bruxelles : Crédit communal.
- STENGERS, J. (ed.), 1979. *Bruxelles : croissance d'une capitale*. Anvers : Mercator.
- STENGERS, J., 2005. *Congo. Mythes et réalités*. Bruxelles : Racine.
- TALLIER, P.-A. & SOUPART, S., 2001, *La Belgique et la Première Guerre mondiale : ouvrages édités de 1985 à 2000*. Bruxelles : Musée Royal de l'Armée.
- THIEL, J., 2014. "Slave raids" pendant la Première Guerre mondiale ? Déportation et travail forcé en Belgique occupée. In : *Historiker Dialog*. Conférence. Louvain-la-Neuve. 24 mars 2014. [Consulté le 15 juin 2015] Disponible à l'adresse : www.historikerdialog.eu
- TWELLS, J. H., 1919. *In the prison city. Brussels, 1914-1918. A personal narrative*, Londres : A. Melrose.
- TYTGAT, C., 1919. *Journal d'un journaliste. Bruxelles sous la botte allemande*. Bruxelles : Imprimerie scientifique C.Bulens.
- VAESEN, J., 2008. *Osmose, dwang en tegenmacht? De verhoudingen tussen de openbare besturen in Brussel, 1970-2004*. Thèse de doctorat en histoire. Bruxelles : Vrije Universiteit Brussel.
- VAESEN, J., WAYENS, B. (ed.), 2014. Note de synthèse BSI. L'enseignement supérieur et Bruxelles. In : *Brussels Studies*. 2014. N°76, www.brusselsstudies.be.

- VAN CAUBERGH, P., 1986. *Les débuts de la Première Guerre mondiale à Bruxelles (juillet-décembre 1914)*. Mémoire de fin d'études en histoire. Louvain-la-Neuve : Université Catholique de Louvain.
- VAN DEN EECKHOUT, P., 2010. "De onbewoonbare krotten zijn etterende middens, waar al de ziekten van het sociaal korps gisten". De kruistocht tegen de krotwoningen in het interbellum. In : KOK, J. & VAN BAVEL, J.(eds.), *De levenskracht der bevolking. Sociale en demografische kwesties in de Lage Landen tijdens het interbellum*. Louvain : Universitaire Pers Leuven, pp. 321-353.
- VAN DEN EECKHOUT, P., 2011. Krotten als metafoor voor een verrotte maatschappij. Les taudis (1929) van Léon Degrelle. In : *Cahiers d'histoire du temps présent/ Bijdragen tot de Eigentijdse Geschiedenis*, 2011. Vol. 23, pp.95-121.
- VAN DER FRAENEN, F., 2009. *Voor den kop geschoten: spionage en executies in het bezette België, 1914-1918*. Roeselare : Roularta.
- VANDERMOTTEN, C., 2014. *Bruxelles, une lecture de la ville*. Bruxelles : éditions de l'Université de Bruxelles.
- VANTHEMSCHE, G., 2012. *Belgium and the Congo, 1885-1980*. Cambridge : Cambridge University press.
- VAN YPERSELE, L., DEBRUYNE, E., KESTELOOT, C., 2014. *Bruxelles, la mémoire et la guerre (1914-2014)*. Bruxelles-Waterloo : Renaissance du Livre.
- VAN WYNSBERGHE, C., 2013. Bruxelles et Washington : deux capitales fédérales enclavées, deux expériences métropolitaines comparables ? In : *Brussels Studies*, 2013. N°66, www.brusselsstudies.be.
- VIERSET, A., 1932. *Mes souvenirs sur l'occupation allemande en Belgique*. Paris : Plon.
- WELZER, H. (ed.), 1997. *Der Krieg der Erinnerung*. Frankfurt am Main : Fischer Taschenbuch Verlag.
- WINTER, J.M., 1988. Some paradoxes of the First World War. In : WALL, R. & WINTER, J. (ed.), *The upheaval of war. Family, work and welfare in Europe, 1914-1918*. Cambridge : Cambridge University Press, pp. 9-42.
- WINTER, J.M., 1992. War, family, and fertility in Twentieth-Century Europe. In : J.R. GILLIS, L. A TILLY, D. LEVINE (ed.), *The European experience of declining fertility, 1850-1970. The quiet revolution*. Cambridge: Blackwell. pp. 291-309.
- WINTER, J., ROBERT, J.-L., 1999. *Capital Cities at War. Paris, London, Berlin – 1914-1919*. Cambridge : Cambridge University Press.
- WINTER, J., 2013. *La Première Guerre mondiale (vol.1 : Combats)*. Paris : Fayard.
- ZUCKERMAN, L., 2004. *The Rape of Belgium: The Untold Story of World War I*. New York : New York University Press.

Soutien financier

Brussels Studies est publié avec le soutien de :



Innoviris, l'Institut Bruxellois pour la
Recherche et l'Innovation



Fondation Universitaire



Fonds international Wernaers pour la recherche
et la diffusion des connaissances



Fonds de la Recherche scientifique

*L'étude ayant servi de base à cette note de synthèse a été réalisée
avec le soutien de*



Pour citer ce texte

JAUMAIN, Serge, JOURDAIN, Virginie, AMARA, Michaël, BENVINDO, Bruno, BOUCHAT, Pierre, BOUSMAR, Eric, CHARON, Arnaud, EGGERICKX, Thierry, GYBELS, Elisabeth, KESTELOOT, Chantal, KLEIN, Olivier, MIHAIL, Benoît, STEFFENS, Sven, TALLIER, Pierre-Alain, TOUSIGNANT, Nathalie, VAESEN, Joost, 2016. Note de synthèse BSI. Sur les traces de la Première Guerre mondiale à Bruxelles. In : *Brussels Studies*, Numéro 102, 4 juillet, www.brusselsstudies.be.

Liens

D'autres versions de ce texte sont disponibles

ePub FR : <http://tinyurl.com/BRUS102FREPUBLIC>

ePub NL : <http://tinyurl.com/BRUS102NLEPUBLIC>

ePub EN : <http://tinyurl.com/BRUS102ENEPUBLIC>

pdf FR : <http://tinyurl.com/BRUS102FRPDF>

pdf NL : <http://tinyurl.com/BRUS102NLPDF>

pdf EN : <http://tinyurl.com/BRUS102ENPDF>

Les vidéos publiées dans *Brussels Studies* sont visibles sur la chaîne
Vimeo de *Brussels Studies* à l'adresse suivante :

<http://vimeo.com/channels/BruS>